

L'Allemagne repart à la conquête du marché automobile :
AVL, Reichhart et LMT Tools en éclaireurs

P4



Désigné meilleur joueur
du Bayer Leverkusen
**Maza, le nouveau
prince de la
BayArena** P12

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 17 juin 2026 / N° 1363 / PRIX 20 DA

ألمانيا بالجزائر

En appui à la transition énergétique

L'EXPERTISE ALLEMANDE POUR NUMÉRISER LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE NATIONAL

L'élaboration d'un dispositif de cybersécurité appliqué aux réseaux électriques figure également parmi les actions prévues. Cette initiative s'inscrit dans les ambitions nationales de transition énergétique. P4



NEUF UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES DANS LE HAUT DU CLASSEMENT : L'EXCELLENCE EST AU RENDEZ-VOUS

P16



Législatives du 2 juillet
**LA CAMPAGNE ÉLECTORALE
BAT SON PLEIN**

P2

Partage d'expertise et transfert de savoir-faire L'ANGOLA VEUT S'INSPIRER DU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE ALGÉRIEN

Mohamed Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, à poursuivre le renforcement de ses partenariats stratégiques avec les pays africains. P3



LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

La campagne bat son plein

La campagne se poursuit un peu partout dans le pays. Meetings, rencontres de terrain, échanges directs avec les citoyens... ces derniers jours, les responsables politiques multiplient les déplacements, insistant à la fois sur la nécessité d'aller voter et sur les priorités concrètes de leurs partis pour ces législatives.

PAR BOUALEM B.

Hier, c'est à Sétif qu'Abdelkader Bengrina, du mouvement El-Bina, a fait escale. Il a d'abord salué le poids historique de cette région, avant d'appeler à une union nationale renforcée face aux menaces sécuritaires et aux enjeux géopolitiques actuels. Sur le plan économique, il a défendu le soutien aux PME, l'encouragement à l'innovation et la diversification industrielle, en misant sur les atouts propres à Sétif. Il a par ailleurs proposé la création d'un Conseil supérieur de l'émigration afin de mieux intégrer la diaspora au développement du pays. Il a, à la même occasion, salué les artistes locaux et a appelé à un meilleur accompagnement du club de l'ES Sétif. Toujours à Sétif, le secrétaire général du mouvement Ennahda, Mohamed Dhoubi, a réitéré hier son appel à une participation massive. Il a exprimé son souhait de voir ce rendez-vous électoral se muer en un point de départ pour « renforcer la puissance de l'Algérie grâce à la volonté collective de tous ». Lors d'une rencontre avec des militants et des cadres de son parti dans la wilaya, et après avoir inauguré la permanence électorale à Aïn Oulmane, il a affirmé que ce scrutin représentait « une occasion de renouveler les membres de l'Assemblée populaire nationale afin qu'ils puissent assumer pleinement leurs responsabilités législatives et de contrôle tout en relayant les préoccupations des citoyens auprès des autorités locales et nationales ». Mohamed Dhoubi a également précisé que le programme électoral d'Ennahda repose sur le slogan « Ensemble pour une Algérie forte ». Ce slogan reflète son engagement en faveur d'une mobilisation collective pour faire de l'Algérie un pays solide capable de conforter sa position tant sur le plan régional qu'international. Dans la même journée, à Tlemcen, Lamine Osmani, chef du parti Voix du peuple, a appelé à une forte participation et à l'élection de candidats compétents. Lors d'un

meeting organisé dans le centre-ville, il a déclaré : « Les citoyens doivent participer activement aux prochaines élections et voter pour élire les meilleurs représentants. » Il a exhorté les jeunes à s'engager activement, promettant que son parti miserait sur l'investissement dans les ressources humaines. Selon Osmani, le futur parlementaire doit être un interlocuteur crédible, capable de proposer des alternatives et d'être évalué sur ses résultats, et non sur ses promesses.

Retour sur la journée de lundi

La dynamique observée hier s'inscrit dans la continuité des actions menées lundi, septième jour de la campagne, marqué par une multiplication des initiatives partisanes dans plusieurs wilayas. Les thèmes de la participation, de la relève générationnelle, de l'unité nationale et du renouveau économique ont constitué un fil conducteur majeur des interventions. À Blida, le secrétaire général du FLN, Abdelkrim Benmbarek, a insisté sur la nécessité de former une nouvelle classe politique composée de jeunes cadres, tout en rappelant les acquis historiques du parti en matière de protection sociale. Il a exhorté à écarter tout discours de division et à consolider l'unité nationale, rappelant le long combat du FLN et sa contribution à l'obtention d'avancées sociales majeures, comme la gratuité de l'enseignement et des soins. À Mascara, Djamel Benabdeslam du Front de l'Algérie nouvelle a présenté un programme ambitieux de 260 propositions, mettant en avant de jeunes compétences universitaires pour porter la voix des citoyens dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de la numérisation. À Bordj Bou Arréridj, le secrétaire général du mouvement Ennahda, Mohamed Dhoubi, a appelé à une participation massive, présentant le scrutin comme une étape essentielle pour le renouvellement des élites et le renforcement de la représentation démocratique.

Lors de l'inauguration de la permanence électorale et d'un échange avec des militants et des cadres locaux, il a assuré que son mouvement avait sélectionné des candidats « compétents » et a précisé qu'il présenterait des listes dans 11 circonscriptions, en Algérie et à l'étranger. Toujours à Bordj Bou Arréridj, Youcef Aouchiche, premier secrétaire national du FFS, a présenté les axes de son programme axés sur la justice sociale, le pouvoir d'achat et l'amélioration des services publics, qualifiant le vote de responsabilité nationale essentielle. Depuis Mascara, Lamine Osmani, président du parti Voix du peuple (PVP), a décrit le vote du 2 juillet comme « un devoir national et un droit constitutionnel ». Lors de rencontres à Bouhenni et à Motta Douz, il a insisté sur la nécessité de restaurer la crédibilité des institutions élues, notamment celle de l'Assemblée populaire nationale, et a présenté sa méthode pour rétablir la confiance, fondée sur une approche réaliste permettant de répondre aux préoccupations quotidiennes des citoyens. « La confiance se rétablit par l'engagement concret, pas par des promesses en l'air », a-t-il affirmé, précisant que la sélection des candidats se fait selon des critères stricts : la compétence, l'intégrité et la transparence. À Tissemsilt, Abdelaâli Hassani Cherif, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), a choisi de s'adresser directement à la jeunesse. « La jeunesse algérienne doit



croire en ses capacités et s'intégrer positivement dans la vie professionnelle pour contribuer à la construction d'une Algérie forte », a-t-il déclaré lors d'un meeting au centre culturel Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem. Il a rappelé les priorités du programme du parti : l'éducation, la santé, le pouvoir d'achat, l'emploi des jeunes et la lutte contre les fléaux sociaux. Il a également alerté sur les risques pesant sur la souveraineté nationale et a appelé à une mobilisation responsable pour bâtir l'économie nationale. À M'Sila, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a réaffirmé l'engagement de ses candidats à relayer sincèrement les préoccupations des citoyens au sein du Conseil populaire national. Lors d'un rassemblement à la maison de la culture locale, elle a invité les électeurs à voter massivement et a insisté sur la rigueur du processus de sélection des candidats, présenté comme gage de leur capacité à défendre et à mettre en œuvre le programme du parti. À Tيارت, Mohamed Daoui, président

du parti El-Karama, a réitéré le soutien de son parti à toute initiative législative dans l'intérêt national. Il a salué les projets stratégiques lancés par l'Algérie, notamment dans les infrastructures ferroviaires et agricoles, qui, selon lui, devraient stimuler la croissance, valoriser les richesses minières et renforcer la sécurité alimentaire. « Nous serons favorables à toute initiative conforme à l'intérêt des citoyens et de l'économie nationale », a-t-il déclaré. Au terme de cette première semaine, une double tendance se dégage clairement. D'une part, un appel unanime et pressant à la participation massive pour éviter l'abstention et légitimer les futures institutions. De l'autre, les partis tentent de se distinguer non pas par des slogans généraux, mais par des réponses ciblées aux préoccupations citoyennes. Alors que la campagne entre dans sa deuxième semaine, le défi pour les formations politiques sera maintenant de transformer cette effervescence sur le terrain en un vote d'adhésion le jour du scrutin. ■

Toutes les dispositions logistiques mises au point, selon l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a affirmé, lundi, que toutes les dispositions logistiques liées aux élections législatives du 2 juillet prochain ont été mises au point pour assurer le bon développement de cette échéance nationale qui se tiendra sous la supervision totale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a indiqué un responsable du ministère. S'exprimant, avant-hier, sur les ondes de la Radio nationale, le directeur général des Finances et des Moyens au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Noureddine Guellal, a indiqué qu'"en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à garantir une disponibilité logistique totale pour les prochaines

élections législatives, tous les moyens liés au contrôle ont été mobilisés", notamment ceux liés à l'aménagement des sièges, à l'équipement des centres et bureaux de vote, au transport et au stockage des bulletins de vote, ainsi qu'à la mise au point des différents moyens logistiques déployés pour assurer le bon déroulement de ce rendez-vous national". A ce titre, M. Guellal a souligné que "des commissions d'inspection centrales ont été dépêchées dans plusieurs wilayas, y compris nouvellement créées, afin d'accompagner les collectivités locales et de suivre l'avancement des préparatifs logistiques pour les prochaines législatives", notamment ceux liés à l'aménagement et l'équipement des sièges de l'ANIE dans ces nouvelles wilayas, à leur raccordement aux réseaux de

télécommunications, ainsi qu'à l'affectation de salles d'opérations et de locaux de stockage des bulletins de vote et d'autres moyens matériels. Le responsable a également fait état de la tenue de réunions de coordination avec les autorités locales et les cadres de l'administration locale, en présence des représentants des délégations de wilaya de l'ANIE. Il a également fait savoir qu'un montant de 23 milliards et 493 millions de DA a été attribué à la préparation des aspects matériels des prochaines législatives, répartie entre les services centralisés et décentralisés, faisant état de la conclusion de cinq marchés avec des entreprises publiques, à l'instar de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), d'Air Algérie et de l'Imprimerie officielle.

Pour « faute professionnelle grave » Le Président Tebboune limoge le wali délégué de Sidi Abdallah

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, lundi, aux fonctions du wali délégué de Sidi Abdallah, Benhaddou Djamel Abdelmoumen. A indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République.

La même source a précisé que ce limogeage est intervenu après le désormais ex wali délégué a commis « une faute professionnelle grave », est-il souligné dans le document de la Présidence.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

PAIEMENT MOBILE, QR CODE, CARTES INTERNATIONALES....

La révolution est en marche

Le système bancaire algérien entre dans une nouvelle phase de transformation avec l'accélération de la digitalisation des moyens de paiement. Paiement mobile, généralisation du QR code et ouverture aux cartes internationales dessinent les contours d'une mutation profonde du secteur financier.

PAR MAHDI B

Dans le sillage de la modernisation des services financiers et bancaires, la Banque d'Algérie franchit une nouvelle étape dans la digitalisation des moyens de paiement, avec pour perspective une réduction progressive de l'usage du cash dans les transactions financières. Ainsi, elle a procédé à l'actualisation du recueil des produits et services bancaires autorisés, avec l'introduction de nouveaux dispositifs destinés à renforcer la digitalisation des opérations bancaires. Ces innovations ouvrent la voie à une nouvelle génération de services financiers. Parmi ces mesures figure un mécanisme de paiement différé permettant aux clients d'effectuer leurs achats en magasin ou en ligne tout au long du mois, avec un prélèvement unique à une date fixe, offrant ainsi davantage de flexibilité dans la gestion des budgets des ménages. Autre avancée majeure : le lancement du paiement mobile par QR code en mode interbancaire. Ce système permettra aux utilisateurs d'effectuer des paiements ou des transferts d'argent indépendamment de leur établissement bancaire, rendant les transactions plus simples et plus fluides. Cette interconnexion constitue l'un des changements les plus significatifs du paysage bancaire national. Avec ce dispositif, le smartphone devient un outil central des échanges financiers, facilitant les paiements entre particuliers, les règlements chez les commerçants et les opérations des entreprises. Cette évolution est également présentée comme un levier pour réduire la dépendance au cash, encore très présente dans l'économie nationale. Contrairement aux terminaux de paiement électronique, souvent jugés coûteux ou contraignants, cette technologie repose sur des solutions plus accessibles, nécessitant uniquement un smartphone ou un code QR imprimé. La Banque d'Algérie a également introduit un nouveau produit destiné aux utilisateurs des services bancaires digitaux. Les clients pourront désormais effectuer des re-



traits et des versements en agence tout en utilisant leurs services à distance via internet ou applications mobiles, renforçant ainsi l'interconnexion entre les services numériques et les réseaux bancaires traditionnels. Autre évolution majeure : l'ouverture élargie aux paiements internationaux, avec l'introduction de nouvelles catégories de cartes internationales, notamment Mastercard et Visa, destinées aux particuliers et aux entreprises. Cette mesure devrait faciliter les transactions à l'étranger et l'accès aux services numériques internationaux. Dans la même dynamique, les webmarchands algériens seront désormais autorisés à accepter les paiements effectués par des cartes émises par des banques étrangères. Cette ouverture permettra aux opérateurs économiques locaux, commerçants, artisans ou hôteliers, de mieux accéder aux marchés internationaux et de développer leurs activités en ligne. Par ailleurs, le crédit à la consommation destiné à l'acquisition de biens par les ménages est désormais intégré au dispositif bancaire. Ce mécanisme permettra aux particuliers de financer l'achat de biens durables ou d'équipements domestiques via des solutions bancaires encadrées. Les établissements

financiers pourront commercialiser ces nouveaux produits dans un délai de quinze jours après leur déclaration préalable. Ces mesures traduisent une accélération de la transition vers des transactions de plus en plus dématérialisées, marquées par une réduction progressive de l'usage des espèces et une généralisation de la traçabilité des opérations financières. Elles s'inscrivent également dans les objectifs de la nouvelle loi bancaire, qui prévoit la mise en place d'un Comité national des paiements chargé de définir une stratégie visant à aboutir à des transactions sans argent liquide à l'horizon 2028. Au-delà de la modernisation technique du système bancaire, cette réforme vise aussi à renforcer la sécurisation des transactions financières et à lutter contre les circuits informels, tout en améliorant la conformité du pays aux recommandations internationales, notamment celles du GAFI. Enfin, cette transformation ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale, notamment dans le commerce électronique et les services numériques, en facilitant les transactions internationales et l'accès à des services dématérialisés, comme la réservation en ligne ou les paiements à distance. ■

PARTAGE D'EXPERTISE ET TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE

L'Angola veut s'inspirer du modèle énergétique algérien

Une délégation du groupe Sonatrach effectuera dans les prochains jours une visite de travail en Angola afin d'examiner les possibilités de coopération et de partenariat dans le secteur des hydrocarbures. Cette visite a été convenue hier lors d'un entretien entre Mohamed Arkab et son homologue angolais, a indiqué le ministère dans un communiqué. La rencontre s'est déroulée en présence du président-directeur général de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Samir Bakhti, ainsi que de plusieurs cadres du secteur. Les discussions ont porté sur l'état de la coopération entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures ainsi que sur les perspectives de son développement. À cette occasion, les deux parties ont souligné la nécessité de consolider le partenariat algéro-angolais et d'étendre les domaines de coopération à l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière. Les échanges ont notamment porté sur l'exploration, la production, l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, le raffinage, la pétrochimie ainsi que la formation, à travers l'Institut algérien du pétrole et l'Académie Sonatrach de management. Les responsables ont également examiné les moyens de renforcer les relations entre Sonatrach et les différentes entreprises

et institutions angolaises activant dans le secteur des hydrocarbures. L'accent a été mis sur le partage des expertises et des expériences, le développement des programmes de formation, le transfert de connaissances et la promotion de partenariats industriels et technologiques susceptibles d'accroître la valeur ajoutée des ressources naturelles dans les deux pays. Dans ce cadre, les deux parties sont convenues d'organiser prochainement une mission regroupant des cadres et experts de Sonatrach en Angola. Cette visite devra permettre d'approfondir les consultations techniques, d'identifier les opportunités de coopération existantes et de définir des projets de partenariat concrets et mutuellement bénéfiques. Mohamed Arkab a, de son côté, insisté sur l'importance d'élargir la coopération algéro-angolaise à de nouveaux domaines à fort potentiel. Une orientation qui, selon lui, traduit la solidité des relations fraternelles entre les deux pays ainsi que leur volonté commune de bâtir un partenariat stratégique efficace et durable. Le ministre a également rappelé que la visite officielle effectuée en Algérie par le président de la République d'Angola, João Lourenço, en mai dernier, avait marqué une étape importante dans les relations bilatérales. Cette visite s'était soldée par la signature de onze accords de coopération, appelés à renforcer davantage les échanges entre les

deux pays et à soutenir la dynamique de développement économique du continent africain. Selon le communiqué, Mohamed Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, à poursuivre le renforcement de ses partenariats stratégiques avec les pays africains. Il a également souligné la volonté du pays de contribuer à l'édification d'une économie continentale intégrée fondée sur le développement durable et l'accès à l'énergie pour tous, en cohérence avec les objectifs de l'Agenda Afrique 2063, tout en promouvant les principes de coopération Sud-Sud et d'intégration régionale africaine. Pour sa part, le ministre angolais des Ressources minérales, du Pétrole et du Gaz a salué la qualité des relations unissant l'Angola et l'Algérie. Il a mis en avant l'expérience reconnue de l'Algérie dans les domaines de l'exploration, de la production et du développement de l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que les efforts consentis en matière de transition énergétique et de formation des compétences humaines. Le responsable angolais a, en outre, exprimé le souhait de son pays de renforcer davantage sa coopération avec l'Algérie et de tirer profit de son expertise et de son savoir-faire dans le secteur énergétique, dans l'intérêt des deux nations et au service de leur développement et de leur prospérité.

Y. R.

Éditorial L'EXPRESS

LE PARI DE LA BANCARISATION

PAR MAHREZ Z.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Lamine Lebbou, a donné le ton lors de la réunion périodique qu'il a présidée dimanche avec les dirigeants des banques commerciales. Consacrée à l'examen du bilan de l'activité bancaire et à l'évaluation des mesures de politique monétaire, cette rencontre a également permis d'aborder les enjeux liés à la modernisation du système bancaire, à l'inclusion financière et au développement de la monétique. Dans ce cadre, la Banque d'Algérie a mis l'accent sur « la transformation digitale du secteur, levier majeur de l'inclusion financière », en insistant notamment sur les questions liées à la modernisation des systèmes et des moyens de paiement. Cette orientation s'inscrit dans le sillage des efforts engagés depuis plusieurs années par les autorités monétaires pour promouvoir les paiements électroniques, les services bancaires à distance et les solutions de paiement mobile. Le déploiement progressif des terminaux de paiement électronique (TPE), l'essor du commerce en ligne et l'introduction récente du paiement mobile interbancaire illustrent les avancées enregistrées dans ce domaine. Pour autant, les défis restent importants. L'usage du cash demeure prédominant dans les échanges économiques, tandis que la digitalisation des services bancaires progresse à un rythme variable selon les établissements. La généralisation des moyens de paiement électroniques, l'amélioration de l'expérience client et l'élargissement de l'accès aux services financiers figurent désormais parmi les principales priorités du secteur. La modernisation bancaire n'est plus seulement un chantier technologique. Elle constitue également un enjeu de compétitivité économique, de transparence financière et d'inclusion sociale. Sa réussite dépendra autant de la capacité des banques à accélérer leur transformation numérique que de leur aptitude à faire évoluer les usages et à renforcer la confiance des citoyens et des entreprises dans les moyens de paiement électroniques. À travers ce nouvel appel à la modernisation, la Banque d'Algérie entend faire de la transformation du secteur bancaire un levier de bancarisation, de transparence financière et de soutien à la croissance économique. Un objectif qui nécessitera, entre autres, des investissements soutenus, une innovation continue et un accompagnement renforcé des usagers afin de faire évoluer durablement les pratiques.

Industrie minière À Gara Djebilet, l'usine de traitement du minerai prend forme

Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, se rapproche de sa mise en service. Les travaux de réalisation de cette infrastructure stratégique ont dépassé les 95 %, a-t-on appris lundi à l'occasion de la visite de travail et d'inspection effectuée sur le site par la secrétaire d'État auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Karima Bakir Tafer. Cette dernière était accompagnée du wali de Tindouf, Mustapha Dahou, ainsi que d'une délégation composée de cadres du ministère, de responsables du groupe minier Sonarem et de la société Feraal, en charge du projet. Sur place, Karima Bakir Tafer a assisté à une présentation détaillée sur l'état d'avancement des travaux et les préparatifs engagés en vue de la mise en exploitation de l'unité. Les responsables du projet ont indiqué que la majorité des travaux programmés avait été achevée et que les conditions nécessaires au lancement de la phase expérimentale étaient désormais réunies. La secrétaire d'État a également suivi une partie des essais préliminaires de fonctionnement de l'installation, entamés après l'achèvement des opérations de montage et sa mise sous tension. Les premiers tests ont été réalisés à vide afin de vérifier le bon fonctionnement des équipements avant le passage aux essais en charge, étape préalable au démarrage progressif de l'exploitation effective de l'unité. En parallèle, plusieurs réunions de coordination ont réuni les autorités locales et les différents intervenants du projet. Ces rencontres ont été consacrées à l'examen des mesures nécessaires pour assurer le démarrage effectif de l'unité de traitement du minerai et garantir les meilleures conditions de son exploitation. Maillon essentiel du projet de développement du gisement de Gara Djebilet, cette unité de traitement primaire doit permettre de valoriser le minerai extrait et d'accompagner la montée en puissance de l'un des plus importants projets miniers du pays. Sa prochaine mise en service marquera une nouvelle étape dans la stratégie nationale de développement de l'industrie minière et de diversification de l'économie. **R. E.**

EN APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'expertise allemande pour numériser le réseau électrique national

Dans le cadre de ses efforts visant à accélérer la transition énergétique, l'Algérie renforce sa coopération avec l'Allemagne pour moderniser son réseau électrique. À travers le projet Digi-EnR, les deux pays entendent développer des solutions numériques destinées à faciliter l'intégration des énergies renouvelables, améliorer la gestion des infrastructures électriques et préparer l'émergence d'un réseau plus intelligent et plus résilient

PAR MAHREZ Z.

Le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables a officiellement lancé le projet Digi-EnR (Digitalisation pour l'intégration des énergies renouvelables), une nouvelle initiative de coopération avec l'Allemagne destinée à accompagner la modernisation du réseau électrique national et à faciliter l'intégration des énergies renouvelables. Dans ce cadre, une convention a été signée lundi entre le ministère et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), lors d'un atelier de planification organisé à Alger, en présence du secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, ainsi que de représentants des institutions et organismes nationaux concernés, notamment Sonelgaz, la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) et le Haut-Commissariat à la numérisation. Mis en œuvre par la GIZ pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, le projet s'étalera jusqu'à la fin de l'année 2028. Il vise à mettre en place les bases réglementaires, techniques et organisationnelles nécessaires à l'utilisation de solutions numériques dans les réseaux de moyenne et basse tension, afin d'assurer une intégration efficace et fiable des énergies renouvelables. Le program-



me prévoit notamment un accompagnement pour l'adaptation du cadre réglementaire, un appui technique à Sonelgaz pour le développement d'outils numériques dédiés à la planification et à l'exploitation des réseaux, ainsi que des actions de renforcement des capacités à travers des formations spécialisées en analyse des données et en gestion des infrastructures intelligentes. L'élaboration d'un dispositif de cybersécurité appliqué aux réseaux électriques figure également parmi les ac-

tions prévues. Cette initiative s'inscrit dans les ambitions nationales de transition énergétique. L'Algérie s'est fixé pour objectif de porter ses capacités installées en énergies renouvelables à 15 000 MW d'ici à 2035. Selon les données de la GIZ, environ 3 200 MW de capacités solaires destinées au réseau à haute tension sont actuellement en cours de développement, tandis que 2 500 MW supplémentaires devraient être raccordés aux réseaux de moyenne et basse tension, ce qui nécessite une moder-

nisation des infrastructures électriques grâce à des solutions numériques adaptées. Au-delà de la dimension technologique, Digi-EnR vise à renforcer les compétences des acteurs du secteur électrique et à créer les conditions favorables à l'émergence d'un réseau plus intelligent, plus flexible et plus résilient. Pour notre pays, l'enjeu est de réussir l'intégration des énergies propres tout en soutenant la diversification de l'économie et la modernisation du système énergétique national. ■

L'ALLEMAGNE REPART À LA CONQUÊTE DU MARCHÉ AUTOMOBILE

AVL, Reichhart et LMT Tools en éclaireurs

Six entreprises allemandes couvrant des segments stratégiques de la chaîne de valeur automobile effectueront une mission de prospection en Algérie à la fin du mois de juin. Actives dans l'ingénierie, les équipements industriels, la logistique ou encore les solutions numériques, elles viennent explorer les possibilités de partenariat avec les acteurs algériens d'un secteur en pleine phase de structuration. Parmi elles, figure Allod Werkstoff, spécialisée dans le compoundage polymère et les élastomères thermoplastiques (TPE) haute performance destinés aux applications automobiles, aussi bien pour les composants intérieurs qu'extérieurs. AVL, autre membre de la délégation, est considérée comme l'un des leaders mondiaux de l'ingénierie de la mobilité. L'entreprise intervient notamment dans les domaines de l'électrification, de l'hydrogène, de la conduite autonome, de la cybersécurité et des logiciels embarqués. La société Compound Engineering prendra également part à cette mission. Spécialisée dans les procédés liés au caoutchouc et les solutions industrielles certifiées IATF, elle dispose déjà d'une expérience en Algérie à travers plusieurs projets de formation et d'accompagnement



industriel. De son côté, LMT Tools Systems est reconnue pour la fabrication d'outils de coupe de précision destinés aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'énergie. La délégation comprendra également Moviniti, qui développe des solutions numériques de gestion logistique basées sur le cloud et utilisées par plusieurs constructeurs et équipementiers européens pour le séquençage des flux et la produc-

tion en juste-à-temps. Enfin, Reichhart Logistik, spécialiste de la logistique industrielle, du préassemblage et du séquençage, prendra part à cette mission. L'entreprise est déjà présente à Oran à travers des activités liées au secteur automobile. Cette visite est organisée par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK), qui souligne que ces entreprises représentent des maillons essentiels de l'éco-

système automobile moderne. Selon l'organisation, elles partagent une même ambition : développer des partenariats industriels durables et contribuer à l'émergence d'une base productive locale. La mission se déroulera à Alger et à Oran et permettra aux représentants allemands de rencontrer les opérateurs algériens de la filière automobile afin d'identifier les opportunités de coopération, de transfert de savoir-faire et de co-développement industriel. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par un regain d'intérêt allemand pour le marché algérien. Alors que l'Algérie multiplie les efforts pour relancer son industrie automobile et renforcer son intégration industrielle, Berlin semble vouloir renouer avec ce secteur à travers une approche fondée sur le partenariat et l'investissement productif. La visite de ces industriels précédera celle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, attendue le 16 juillet prochain à Bonn pour une visite de travail. Un déplacement qui devrait contribuer à renforcer davantage les relations économiques entre les deux pays et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération dans plusieurs secteurs, dont l'industrie automobile. **Y. R.**

PROTECTION DE MINEURS ET DÉRIVES DES MÉDIAS

Les chaînes de TV appelées à bannir le sensationnalisme

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a exhorté l'ensemble des médias audiovisuels à faire preuve de responsabilité et d'équilibre dans leur traitement médiatique. L'instance insiste sur la nécessité absolue de protéger les mineurs, d'éviter tout sensationnalisme et de proscrire les contenus susceptibles de porter atteinte à la vie privée des individus ou catégories vulnérables.

PAR MERIEM K.

Dans ce sillage, l'Autorité a indiqué avoir suivi la bande d'annonce de l'émission "Acht ou Chaft" de la chaîne Echourouk TV, consacré aux « dangers du téléphone et l'absence de contrôle parental ». Le teaser mettait en scène un père découvrant des contenus numériques inappropriés attribués à sa fille mineure. Une démarche jugée par l'ANIRA, « contraire » aux dispositions de la loi sur l'information et du cahier des charges régissant l'activité audiovisuelle.

Face à la « sensibilité » du sujet, l'ANIRA a immédiatement convoqué les responsables de la chaîne afin d'éclaircir les circonstances entourant ce contenu promotionnel. Selon les explications fournies par le représentant du média, la mineure était en réalité au cœur d'un « conflit parental ». Un tel traitement médiatique, met en garde l'Autorité, risquait ainsi de l'exposer indirectement, portant une grave atteinte à sa vie privée. « Ce déballage aurait pu causer un préjudice psychologique et moral irréparable, susceptible de la marquer à vie », ajoute la même source.

Pour préserver la jeune fille de la polémique, du climat de polarisation et de l'exploitation médiatique qui caractérisent les réseaux sociaux, un accord a été trouvé pour « annuler la diffusion de l'émission » et « retirer le spot promotionnel » de l'ensemble des



supports et plateformes numériques de la chaîne. Cette mesure de protection s'appuie rigoureusement sur les dispositions du décret exécutif n° 24-250 de 2024, fixant le cahier des charges des services de communication audiovisuelle, ainsi que sur la loi n° 15-12 relative à la protection de l'enfant.

Toujours dans le cadre du suivi de cette affaire, « l'Autorité a pris attache avec la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, qui a pris sur elle de suivre ce dossier afin de garantir la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant », ajoute le communiqué. Dans un contexte similaire, l'Autorité a

réaffirmé qu'elle « n'interdit en aucun cas d'aborder les questions sociales et éducatives liées aux dangers du monde numérique, mais appelle plutôt l'ensemble des chaînes audiovisuelles à adopter un traitement médiatique responsable et équilibré, respectueux de la protection des mineurs et éloigné des méthodes de sensationnalisme ou de tout ce qui pourrait nuire à la vie privée des personnes ou des groupes vulnérables », conclut la même source.

Dans ce sens, l'ANIRA a tenu à rappeler qu'elle ne restreint aucunement le débat sur les enjeux sociaux et éducatifs liés aux dérives

du numérique. Toutefois, elle exhorte l'ensemble des médias audiovisuels à faire preuve de responsabilité et d'équilibre. Les chaînes sont ainsi invitées à bannir le sensationnalisme et à proscrire tout traitement susceptible de nuire à la vie privée des individus ou de fragiliser les publics vulnérables. »

Le communiqué précise également que l'Autorité s'est rapprochée de la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, qui s'est engagée à suivre de près ce dossier afin de garantir la préservation absolue de l'intérêt supérieur de la mineure. ■

114 133 POSTULANTS AU PROGRAMME « SANĀĀ » ORIENTÉS VERS DIFFÉRENTES SPÉCIALITÉS

Insertion professionnelle et concrétisation de projets de jeunes

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a mis en avant l'importance du programme « Sanâa », qui vise à permettre aux jeunes d'acquérir les compétences et les connaissances fondamentales dans diverses spécialités professionnelles, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Lors d'une visite effectuée lundi dans plusieurs centres et instituts du secteur dans la wilaya d'Alger accueillant ce programme, Mme Arhab a indiqué que « Sanâa » a pour objectif de « permettre aux jeunes d'acquérir les compétences et connaissances de base dans diverses spécialités professionnelles, à travers une formation de 90 heures pour chaque stagiaire, favorisant ainsi leur insertion dans la vie professionnelle ou le développement de leurs futurs projets », précise la même source.

Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi de terrain du déroulement de la phase



de formation du programme, la ministre s'est enquis des conditions d'accueil des bénéficiaires et des moyens pédagogiques mobili-

sés pour assurer le succès de l'opération. Elle a également suivi le déroulement des cours théoriques et pratiques et échangé avec

les stagiaires et les encadreurs sur les différents aspects du programme. A cette occasion, Mme Arhab a salué les efforts consentis par l'ensemble de la communauté de la formation professionnelle, formateurs et personnel administratif, pour assurer la réussite de cette initiative, insistant sur « l'importance de garantir les meilleures conditions pédagogiques et organisationnelles afin d'offrir une formation de qualité répondant aux attentes des jeunes et contribuant à renforcer la culture du travail, ainsi que l'acquisition de compétences professionnelles ».

Pour rappel, le programme « Sanâa » connaît un engouement important à l'échelle nationale. Le nombre d'inscrits a atteint 173.800 personnes, dont 114.133 bénéficiaires admis et orientés, à travers plus de 600 centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels. Plus de 2.000 formateurs et encadreurs sont mobilisés dans les wilayas concernées, selon la même source. ■

Santé

Poursuite du renforcement des wilayas du sud par des pôles d'excellence

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a souligné, lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar, la poursuite du renforcement du système de santé dans les wilayas du Sud par des pôles d'excellence, afin d'améliorer la couverture sanitaire et de rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens, a indiqué hier un communiqué du ministère. La visite de travail et d'inspection effectuée, lundi, par le ministre de la Santé dans la wilaya d'Adrar, a été couronnée par « plusieurs décisions et mesures visant à renforcer la couverture sanitaire et à améliorer la prise en charge des citoyens, notamment à travers la poursuite du renforcement du système de santé par des pôles d'excellence, de promouvoir l'équité dans l'accès aux soins et de rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens », précise le communiqué. A cet égard, le ministre a insisté sur « la nécessité de parachever les projets de santé en cours de réalisation, de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir leur mise en service dans les plus brefs délais et de programmer le projet de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 120 lits dans la commune de Reggane, dans le cadre des préparatifs de l'avant-projet de loi de finances pour l'année 2027 ». M. Ait Messaoudene a également donné des instructions pour « le raccordement de l'hôpital de Zaouiet-Kounta au réseau de fibre optique et le renforcement du processus de numérisation, en le reliant aux différentes plateformes numériques du secteur », tout en insistant sur « le renforcement de la numérisation au niveau de l'hôpital mixte de 240 lits, l'acquisition d'un appareil IRM au profit de cette structure sanitaire et l'opérationnalisation de son service de cardiologie interventionnelle ».

Il a également ordonné « le lancement d'un programme de partenariat et d'accompagnement avec le CHU Mustapha-Pacha afin d'assurer le démarrage effectif de l'activité de cathétérisme cardiaque, à travers l'envoi d'équipes médicales spécialisées et la prise en charge de la formation du personnel local » et « la réorganisation des activités de néphrologie et d'hémodialyse au niveau de l'hôpital mixte de 240 lits, avec la préparation du lancement du programme de transplantation rénale à court terme ».

Dans le même contexte, le ministre a insisté sur « le renforcement des spécialités médicales de pointe au niveau de la wilaya, notamment à travers la préparation à l'introduction de l'activité de la médecine nucléaire dans la vision future du développement des services de santé spécialisés », soulignant « l'importance de réajuster la répartition des ressources humaines de santé en fonction des besoins des établissements et d'ouvrir de nouvelles spécialités dans le cadre de la formation médicale spécialisée au profit des wilayas du Sud ».

Les conclusions de cette visite ont également donné lieu à d'autres décisions, parmi lesquelles « le transfert du personnel médical, paramédical et administratif de l'Établissement public hospitalier (EPH) de 120 lits vers l'hôpital mixte de 240 lits, en prévision du lancement des travaux de réhabilitation de l'établissement et la transformation de l'EPH de 120 lits en hôpital spécialisé mère et enfant ».

La direction de la Santé de la wilaya a, dans ce cadre, été chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le plan organisationnel relatif au transfert des activités de santé, à même de garantir le bon fonctionnement des structures sanitaires.

A l'occasion de cette visite, M. Ait Messaoudene a également ordonné la prise en charge immédiate du cas d'un patient dont l'état de santé nécessite une intervention spécialisée consistant en l'implantation d'un pacemaker, en procédant à son transfert vers Alger afin d'assurer une prise en charge rapide, conclut la même source.

AVEC UNE PART DE 1,03 % EN 2024

L'énergie solaire arrive en tête des sources d'énergie propre en Algérie

Les énergies propres ont connu une légère croissance en Algérie 2024, atteignant 1,07 % du mix énergétique algérien. Cette part devrait augmenter grâce aux ambitieux projets solaires du pays.



FATIHA A.

Selon les données de l'Energy Research Unit (ERU), l'énergie solaire arrive en tête des sources d'énergie propre avec une part de 1,03 % en 2024, en légère hausse par rapport à 1 % l'année précédente. Elle représente la deuxième source d'électricité en Algérie après le gaz.

Dans ce contexte, l'Algérie a récemment inauguré les centrales solaires d'El-Ghrous et de Tendla, d'une capacité combinée de 400 mégawatts, qui constituent un élément clé de la première phase d'un programme national visant à atteindre une capacité de 3 200 mégawatts.

Notre pays vise une capacité de production d'énergie renouvelable de 15 000 mégawatts d'ici 2035. En revanche, la part de l'hydroélectricité et de l'énergie éolienne est restée stable à 0,02 % en 2024.

Pour l'avenir, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) adopte une vision plus prudente que les objectifs officiels, prévoyant que la part de

l'énergie solaire dans le mix énergétique passera de 1 % en 2025 à un peu plus de 2 % d'ici 2030. L'AIE attribue ces estimations prudentes aux retards dans certains appels d'offres, qui ont ralenti le rythme du déploiement. Elle souligne que les prochaines années seront cruciales pour évaluer la capacité du pays à surmonter ces difficultés et à atteindre ses objectifs ambitieux.

Par ailleurs, le gaz naturel reste prédominant dans la production d'électricité algérienne, mais les prévisions indiquent un renforcement des énergies propres avec la mise en service de nouvelles centrales, notamment solaires.

Les données analysées par l'Energy Research Unit (ERU), basée à Washington, montrent que la production d'électricité en Algérie a atteint 96,4 térawattheures (TWh) en 2024, contre 95,84 TWh l'année précédente.

Cette production est principalement due à la demande intérieure, qui s'est établie à 93,8 TWh, contre 93,4 TWh en 2023, selon les dernières données disponibles.

Dans ce contexte, les données révèlent que la consommation de gaz dans les centrales électriques a atteint environ 18,86 milliards de

mètres cubes, contre 21,02 milliards de mètres cubes l'année précédente, malgré la croissance des capacités de production.

Ces chiffres indiquent une baisse de la part globale des combustibles fossiles, qui s'établit à 98,94 % en 2024, contre 99,04 % l'année précédente, selon les données du Clean Energy Research Center (Ember).

Cette situation intervient alors que la part du gaz dans le mix énergétique algérien a chuté à 98,6 %, avec une production de 95 térawattheures (TWh) en 2024, contre environ 98,7 % (94,6 TWh) l'année précédente.

Parallèlement, la part du pétrole dans le mix énergétique algérien est restée stable à 0,34 %, avec une production de 0,33 TWh en 2024, soit le même chiffre que l'année précédente.

Malgré la prédominance du gaz dans le mix énergétique, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une croissance annuelle de la demande d'électricité en Algérie de 4,5 % jusqu'en 2030. Cette croissance entraînera une augmentation de la consommation de gaz dans les centrales électriques, dont la capacité devrait croître de plus de 3,6 % par an.

LIGNE FERROVIAIRE LAGHOUAT-GHARDAÏA-EL MENIA
Examen de l'état d'avancement du projet

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi au siège du ministère, la réunion de la haute commission interministérielle chargée du suivi des procédures de financement et de réalisation du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, a indiqué un communiqué du ministère, selon l'APS.

«La réunion a porté sur l'examen de l'état d'avancement du projet et des mesures à prendre pour la libération des assiettes foncières nécessaires et la levée de l'ensemble des obstacles et difficultés sur le terrain au niveau du nouveau tracé s'étendant de Hassi Messaoud-Ouargla-El Menia», lit-on dans le communiqué.

Il a été procédé, en outre, à l'examen de l'accélération de la cadence de coordination entre les différents intervenants, y compris les autorités locales, afin de garantir le lancement effectif de la réalisation de ce projet stratégique dans les délais impartis. Ont pris part à la réunion, qui s'inscrit dans le cadre du suivi des mesures préalables au projet de réalisation de cette ligne s'étendant sur une distance de 495 km et financée par la Banque africaine de développement (BAD), les membres de la commission représentant plusieurs départements ministériels.

Il s'agit des représentants des ministères des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de la Poste et des Télécommunications, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, en sus de l'Hydraulique, conclut le communiqué.

R.E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Saidal présente sa vision stratégique sur l'innovation pharmaceutique à "Danish Healthcare Alliance"

Le Directeur général du Groupe Saidal, le Professeur Mourad Belkhef, a pris part, lundi à une journée organisée par l'Ambassade Royale du Danemark à Alger, placée sous le thème « Danish Healthcare Alliance », en présence de Madame Katrine From Høyer, Ambassadeur du Royaume du Danemark en Algérie.

Cette participation s'inscrit dans une dynamique de renforcement des partenariats internationaux et de promotion de l'innovation dans le secteur de la santé, notamment dans les domaines pharmaceutique et biotechnologique.

À cette occasion, le Directeur général du groupe Saidal a présenté une communication intitulée : « Construire l'avenir de l'innovation pharmaceutique et biotechnologique en Algérie », mettant en avant l'innovation biotechnologique et son partenariat avec Novonordisk.

Il convient de rappeler que le groupe Saidal est partenaire de Novo Nordisk dans le cadre de la production d'insuline de dernière génération.

R.E.

UNITÉ DE TRAITEMENT PRIMAIRE DU MINÉRAI DE FER DE GARA DJEBILET

Le taux d'avancement des travaux dépasse 95 %

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de l'unité de traitement primaire du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet (Tindouf) a dépassé les 95 %, ouvrant la voie à une mise en exploitation prochaine de cette installation stratégique, a-t-on appris lundi lors, de la visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya par la Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Karima Bakir-Tafer, selon l'APS. La mine de Gara Djebilet et son unité de traitement primaire, relevant de la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), ont constitué les principaux points de cette visite. Mme Bakir-Tafer était accompagnée du wali de Tindouf, Mustapha Dahou, ainsi que

d'une délégation composée de cadres du ministère, de responsables du groupe industriel minier Sonarem et de la société FERAAL. Au cours de sa visite, la secrétaire d'Etat a reçu des explications techniques détaillées sur l'état d'avancement du projet et les préparatifs engagés en vue de la mise en service de l'unité. Les responsables ont indiqué que l'essentiel des travaux est achevé et que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour garantir le bon déroulement de la phase expérimentale. Mme Bakir-Tafer a également assisté à une partie des essais préliminaires de fonctionnement de l'installation, menés après l'achèvement des opérations de montage et sa mise sous tension

électrique. Les premiers tests à vide ont été réalisés avec succès, avant le lancement des essais en charge, étape préalable au démarrage progressif de l'exploitation effective de l'unité. Par ailleurs, des réunions de coordination ont été tenues avec les autorités locales afin d'examiner les mesures devant accompagner l'entrée en service de l'unité de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet. Les discussions ont notamment porté sur les mécanismes de création d'emplois au profit des jeunes de la région ainsi que sur les opportunités d'investissement et de développement économique générées par ce projet minier d'envergure.

KHALIL HEDNA, DIRECTEUR DE LA COM À L'ÉNERGIE:

«L'Algérie dispose actuellement d'une capacité de production d'électricité supérieure à 27 000 mégawatts»

FATIHA A.

C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, Khalil Hedna, directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables lors de son intervention à la radio chaîne 1.

Il a ajouté que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la qualité des services publics et renforcer la sécurité énergétique nationale.

Selon lui, l'Algérie dispose actuellement d'une capacité de production d'électricité supérieure à 27 000 mégawatts, tandis que la consommation nationale pendant les pics de consommation estivale, de mi-juillet à mi-août, ne dépasse pas 21 000 mégawatts. M. Hedna a expliqué que Sonelgaz continue d'accroître sa capacité de production d'électricité de plus de 1 000 mégawatts par an, tout en renforçant le réseau de transport d'électricité par la mise en service de 1 596 kilomètres de nouvelles lignes et l'installation de 644 transformateurs électriques à travers le pays.

Le même responsable a souligné que la hausse continue de la consommation d'énergie témoigne du dynamisme économique du pays et de l'amélioration de l'activité des secteurs industriel et des services, tout en insistant sur la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation afin de rationaliser la consommation d'énergie.

Évoquant le programme de transition énergétique, il a qualifié le projet de centrale solaire de 15 000 mégawatts de « projet du siècle », affirmant qu'il progresse de manière remarquable sous la supervision du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables.

Il a expliqué que la première phase du projet comprend la mise en service de plus de 3 000 mégawatts, notamment grâce à la récente mise en service des centrales de Biskra et d'El M'Ghair, d'une capacité de 200 mégawatts chacune. Il a également révélé que la centrale solaire d'Oued Souf, d'une capacité de production de 600 mégawatts, considérée comme l'une des plus grandes d'Afrique, est en voie d'achèvement. Ce projet devrait porter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national de 13 % actuellement à un niveau compris entre 15 et 16 % grâce à l'intégration de la nouvelle production au réseau électrique national.

Sonelgaz a pris toutes les mesures nécessaires pour soutenir le réseau électrique national et garantir un meilleur confort aux citoyens à l'approche de l'été, qui coïncide avec la hausse des températures.



Ceci permettra d'accroître la capacité du réseau et d'ouvrir de futures perspectives d'exportation vers l'Europe et la région méditerranéenne. Sur le plan africain, M. Hedna a passé en revue les activités de Sonelgaz International et sa contribution à la mise en œuvre de projets stratégiques dans plusieurs pays du continent, notamment au Sahel. À cet égard, il a souligné l'achèvement de la centrale électrique de Gorobanda (40 mégawatts) à Niamey, capitale du Niger, dans le cadre d'une initiative de solidarité algérienne envers le Niger. Cette centrale alimente en électricité plus d'un million d'habitants et représente environ 20 % de la production totale d'électricité du pays. Il a également annoncé le lancement d'un projet similaire au Tchad, seulement 72 heures après la visite du président tchadien en Algérie. La nouvelle centrale électrique devrait couvrir environ 80 % du déficit d'électricité de la capitale, N'Djamena, réduisant ainsi le rationnement d'électricité jusqu'à 40 %. Ce projet s'ajoute à un autre visant à moderniser le réseau électrique tchadien avant la fin de l'année. M. Hedna a souligné

que ces projets permettent non seulement d'exporter le savoir-faire algérien, mais aussi de soutenir l'industrie nationale grâce à l'exportation d'équipements et de machines électriques de fabrication locale, avec un taux d'intégration allant de 56 à 99 %. Le même responsable a révélé que d'autres projets sont en construction ou à l'étude à l'étranger, notamment une centrale hybride de 1 000 mégawatts au Mozambique, équipée de deux turbines à gaz, ainsi qu'une étude pour développer et moderniser le réseau électrique du pays. Des travaux sont également en cours sur un projet de collaboration avec la Côte d'Ivoire pour la construction d'une centrale hybride de 700 mégawatts, ainsi que de turbines à gaz mobiles de 400 mégawatts, en tenant compte des exigences climatiques et énergétiques locales. Dans le domaine de l'interconnexion électrique continentale, M. Hedna a évoqué les projets existants de connexion et de développement des réseaux transfrontaliers, notamment avec la Tunisie, puis avec la Libye et l'Égypte. Ces projets sont encore à l'étude.

CNRC

Suivi de la mise en œuvre de la stratégie visant à accélérer la transformation numérique

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a effectué hier une visite de travail et d'inspection au Centre national du registre du commerce (CNRC), au cours de laquelle elle s'est enquis de l'état d'avancement des projets numériques et des programmes de développement supervisés par le Centre, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. Lors de cette visite effectuée hier, la ministre a écouté plusieurs exposés portant sur les mécanismes de modernisation des services, la simplification des procédures administratives, et le renforcement de l'intégration numérique au profit des opérateurs économiques. Elle a, en outre, salué les efforts déployés dans le domaine de la numérisation des services et du développement de la performance institutionnelle, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à généraliser la numérisation et à moderniser le service public, afin d'améliorer la qualité du service et l'efficacité de la performance administrative, précise le communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle visant à accélérer la transformation numérique, à renforcer l'efficacité des services publics à caractère économique, et à développer les outils modernes de gouvernance, note la même source. Mme Abdellatif a souligné que le CNRC constitue un acteur clé dans le système national de données économiques et un pilier fondamental pour l'ancrage de la transparence et l'amélioration du climat des affaires, à travers la fourniture de services numériques modernes répondant aux exigences de la transformation économique, et aux attentes des investisseurs et des opérateurs économiques. Au terme de sa visite, la ministre a inspecté les structures et services relevant du Centre, où elle s'est enquis des conditions de travail, et du niveau d'avancement des projets en cours, saluant, à cette occasion, « le professionnalisme des cadres et des employés, et leur rôle dans la concrétisation des objectifs de modernisation », conclut le communiqué.

R.E.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un nouveau dispositif de contrôle des opérations d'exportation et d'importation mis en application

À partir du 1er juillet prochain, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations mettra en application un nouveau dispositif réglementaire destiné à renforcer le contrôle des opérations d'exportation et d'importation, à lutter contre les pratiques frauduleuses et à améliorer la traçabilité des flux commerciaux.

Ces mesures, qui s'inscrivent dans le cadre des orientations des hautes autorités du pays visant à assainir l'environnement économique national, ont été détaillées avant hier par Samir Derradji, directeur général de la promotion des exportations, lors de son passage à l'émission « L'Invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne. Selon le responsable, « plusieurs enquêtes administratives et contrôles de terrain ont permis de mettre en évidence des pratiques de contournement de la réglementation ayant pour conséquence de fragiliser les mécanismes de contrôle, de favoriser la fuite de devises et de perturber le fonctionnement normal du marché », ajoutant que « l'administration est là justement pour colmater toute brèche dans la réglementation ou

tout contournement de la réglementation ».

La première mesure concerne « les exportations de produits frais et périssables ». Jusqu'à présent, explique Derradji, « la réglementation accordait à ces produits un régime particulier en raison de leur nature et de la nécessité de les acheminer rapidement vers les marchés étrangers. Les exportateurs pouvaient ainsi procéder à l'expédition avant d'accomplir certaines formalités liées à la domiciliation bancaire. Cependant, ce dispositif a révélé plusieurs insuffisances. »

« Le produit périssable permettait aux opérateurs d'exporter et de domicilier après cela. On leur donne quinze jours pour venir déclarer et domicilier le produit. Malheureusement, beaucoup d'entre eux ne reviennent plus », a expliqué M. Derradji. Cette situation a rendu difficile le suivi des opérations et le contrôle du rapatriement des recettes d'exportation.

Afin de mettre un terme à ces dysfonctionnements, le ministère impose désormais une nouvelle règle. Tout exportateur de produits périssables devra présenter la facture domiciliée de l'opération précédente avant d'être autorisé à ef-

fectuer une nouvelle expédition. « À partir du 1er juillet, tout exportateur de produits périssables est tenu de présenter, avant la deuxième expédition, la facture domiciliée de la précédente opération », a précisé le responsable. Pour les autorités, cette mesure constitue un outil essentiel de traçabilité et un moyen de garantir le respect des obligations financières liées aux exportations.

La deuxième disposition, ajoute Derradji, « cible les exportations dont la valeur est inférieure à 100 000 dinars ». Ces opérations bénéficiaient jusqu'à présent d'une exemption de domiciliation bancaire, une facilité destinée à simplifier les échanges de faible valeur. Toutefois, certains opérateurs auraient exploité cette disposition pour contourner les mécanismes de contrôle.

M. Derradji a indiqué que des exportateurs procédaient au fractionnement de transactions importantes en une multitude d'opérations de faible montant afin d'échapper aux obligations de domiciliation et aux contrôles associés. « Un grand exportateur pouvait fragmenter ses exportations en plusieurs opérations inférieures à 100 000 dinars et exporter sans domiciliation », a-t-il souli-

gné. Pour mettre fin à cette pratique, les exportations concernées devront désormais obtenir une autorisation préalable du ministère du Commerce extérieur. Selon Derradji, « cette nouvelle exigence permettra aux services compétents de disposer d'une visibilité complète sur les opérations réalisées et d'éviter les détournements de la réglementation ».

« Nous aurons un droit de regard sur cette exportation », a expliqué le directeur général, ajoutant que l'objectif est « d'empêcher toute forme de fuite de capitaux et de garantir le rapatriement effectif des recettes générées à l'étranger. »

La troisième mesure vise « les opérations réalisées par les traders ou intermédiaires qui exportent des produits acquis auprès de producteurs nationaux », dira Derradji, soulignant que « si les autorités reconnaissent le rôle important que peuvent jouer ces opérateurs dans la conquête des marchés extérieurs, elles entendent mettre fin aux pratiques de sous-facturation constatées dans certains secteurs. »

R.E.

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE «SANÂA» Plus de 1.100 stagiaires inscrits à El-Bayadh

Ce programme national a attiré 1.150 jeunes dans la wilaya, inscrits via la plateforme numérique mise en place par le ministère de tutelle à cet effet, durant la période allant du 31 mai au 4 juin.



La session de formation du programme national de formation professionnelle «Sanâa», lancé par le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a débuté, dimanche dans la wilaya d'El Bayadh, avec l'inscription de plus de 1.100 stagiaires, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Le chef du service de la formation et de l'enseignement professionnels à la direction, Mustapha Affane a indiqué à l'APS que ce programme national a attiré 1.150 jeunes dans la wilaya, inscrits via la plateforme numérique mise en place par le ministère de tutelle à cet effet, durant la période allant du 31 mai

au 4 juin. Il a précisé que la formation couvre six spécialités connaissant une demande croissante sur le marché du travail, à savoir la peinture, l'électricité bâtiment, la plâtrerie et les plaques BA13, la plomberie, la soudure et la réfrigération (frigoriste et climaticien). Dans ce cadre, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels afin d'assurer la réussite de ce programme ambitieux, destiné aux jeunes âgés de 15 à 27 ans, qu'ils soient élèves scolarisés ou étudiants universitaires. Dix établissements de formation ont été retenus pour accueillir cette session (deux Instituts nationaux et huit Centres de formation professionnelle) répartis à travers les diffé-

rentes daïras de la wilaya. Le programme repose sur une approche pédagogique axée sur la formation pratique sur le terrain et l'accompagnement direct des stagiaires, dans le but de leur permettre d'acquérir des connaissances et des compétences professionnelles à forte valeur ajoutée et de renforcer leurs chances d'insertion professionnelle. Il traduit également une orientation stratégique visant à revaloriser les métiers techniques et artisanaux, qui connaissent une demande croissante sur les marchés de l'emploi local et national. A l'issue de cette session, qui se poursuivra jusqu'au 30 juillet prochain, les bénéficiaires recevront des certificats de qualification professionnelle susceptibles de faciliter leur accès au monde du travail.

SAÏDA

Lancement des projets de développement au chef-lieu de wilaya

Les travaux de réalisation et d'aménagement de plusieurs projets de développement ont été lancés, dans la commune de Saïda. Ces projets visent à consolider le cadre de vie des citoyens ainsi qu'à renforcer les infrastructures et les services de base, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Ces projets comprennent la mise en place d'une nouvelle couche d'asphalte sur la route reliant la Maison de jeunes Abane-Ramdane au marché des fruits et légumes de Haï Zitoune. Cette opération permettra d'améliorer la circulation routière, de faciliter les déplacements des citoyens et de mieux relier plusieurs quartiers entre eux, selon la même source. Les travaux de réalisation d'une passerelle au-des-

sus de l'oued Saïda, dans le quartier «Harik», se poursuivent également, tout comme le projet de mise en place d'un réseau d'assainissement dans le quartier des 1.200 logements, ce qui contribuera à l'amélioration des conditions sanitaires et environnementales des habitants. Dans le cadre de l'amélioration du réseau routier, une nouvelle route reliant la cité AADL 166 logements au quartier du 13 Avril a été réalisée et ouverte à la circulation. Par ailleurs, des travaux de réhabilitation et d'aménagement des routes de Haï Zitoune ont été entrepris, afin de faciliter les déplacements et de empêcher la dégradation des voies urbaines. Les opérations inscrites comprennent également la pose de la couche de base en grave-bitume sur la

route reliant la résidence universitaire Ahmed-Medghri à l'ouvrage d'art situé dans la zone industrielle, en attendant l'achèvement des travaux d'aménagement. Par ailleurs, les travaux de raccordement d'un lotissement de 183 logements, situé dans le quartier Nâar Keroum, au réseau de gaz naturel ont été lancés. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à étendre la couverture en cette énergie essentielle et à améliorer les conditions de vie des habitants. Selon la même source, ces projets s'inscrivent dans les démarches des autorités locales visant à répondre aux besoins fondamentaux des citoyens et à prendre en charge leurs préoccupations à travers les différents quartiers de la commune de Saïda.

MÉDÉA

Production prévisionnelle de plus d'un million de quintaux de céréales

Une production prévisionnelle de plus d'un million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Médéa, au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025/2026, a indiqué, dimanche, le directeur des services agricoles. La campagne moisson-battage s'annonce «prometteuse» avec une production de céréales qui dépassera le million de quintaux, en nette augmentation par rapport à la précédente campagne ou la production engrangée était d'environ 350 mille quintaux, selon les données fournies sur place par le directeur des services agricoles (DSA),

Mahieddine Belhimer.

La campagne a été lancée à partir d'une parcelle de l'unité de production agricole de «Dhaoui», dans la commune d'Ouamri, à l'ouest de Médéa, en présence du wali, Djillali Doumi. Sur les 115 hectares consacrés à la céréaliculture lors de la campagne labours-semences 2025/2026, quelque 99 mille hectares ont été réalisés, soit un taux de 86% de la superficie globale destinée à la culture de blé tendre, dur, orge et avoine, en hausse comparé à la campagne labours semences 2024/2025 ou le taux de réalisation avait atteint 82%, a détaillé M. Belhimer. Les opérations de moissons précoces

entamées au niveau des communes du sud, comme Chahbounia, Bouaiche, Azziz, Aïn-Boucif et Chellalet El-Adhaoura, ont permis d'engranger, à ce jour, pas moins de 78 mille quintaux, dont 52 mille quintaux d'orge qui représente la principale variété de céréales cultivée dans ces communes. En matière d'aides octroyées aux céréaliculteurs dans le cadre de la campagne labours-semences 2025/2026, le même responsable, fait part de l'attribution de 93 crédits Rfig pour un montant de 115 millions de DA, et 25 crédits à terme d'une valeur totale de 10 millions de DA pour l'acquisition de semences et d'engrais.

BÉNI-ABBÈS 6.000 m3/j d'eau attendus grâce aux projets de transfert de Z'ghamra et Tamtert

Une capacité quotidienne de 6.000 m3 d'eau sera mise à la disposition de la population de Béni-Abbès et de ses environs grâce aux projets de transfert des champs de captage de Z'ghamra et de Tamtert, a indiqué, dimanche, le directeur local du secteur de l'hydraulique, Abderrahmane Zengui. Ces deux projets structurants, dont a bénéficié la wilaya pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable, reposent sur la réalisation de huit forages, dont deux au niveau du champ de captage de Z'ghamra et six autres à celui de Tamtert. Ils permettront d'atteindre une capacité de production quotidienne de 6.000 m3, a-t-il précisé.

Le responsable a ajouté qu'une adduction d'une longueur de 45 km est en cours de réalisation entre le champ de captage de Z'ghamra et Béni-Abbès, tandis qu'une autre conduite similaire, longue de 30 km, est également en construction entre Tamtert et Béni-Abbès.

Les travaux enregistrent actuellement une avancée significative et leur achèvement est prévu dans un délai de 11 mois, a-t-il indiqué.

Par ailleurs, des ouvrages de stockage, notamment des châteaux d'eau d'une capacité totale de 5.000 m3, ainsi que deux importantes stations de pompage, sont également en cours de réalisation dans le cadre de ces projets hydrauliques, a ajouté le même responsable.

L'investissement consacré à la mise en oeuvre de ces projets est estimé à plus de 691 millions de dinars, selon la même source.

DJANET

Lancement d'un projet de protection contre les inondations d'Oued Aghoum

Un projet d'aménagement des berges d'Oued Aghoum à Djanet a été lancé pour faire face aux risques d'inondation, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. S'exprimant lors de la cérémonie de lancement des travaux, le chef de l'exécutif local, M'Hamed Moumen, a indiqué que la topographie de la région l'expose aux inondations, ajoutant que l'étude relative à deux opérations de protection de la ville a déjà été achevée, et que le projet d'Oued Aghoum en constitue la première opération mise en chantier. Un autre projet similaire concernant trois oueds sera lancé prochainement, une fois les procédures requises achevées, a-t-il fait savoir.

Supervisé par la direction locale des travaux publics (DTP), ce projet, qui a nécessité une enveloppe de plus de 138 millions de DA, doit être réceptionné en septembre prochain. Il consiste notamment à réaliser des tranchées, un mur de protection en béton armé, ainsi qu'à installer des barrières et des balises lumineuses, selon la fiche technique. Ce projet a pour objectif de garantir la sécurité des usagers de la route en cas de débordements des cours d'eau, a-t-on indiqué de même source.

Don de sang

Un geste vital aux effets positifs sur l'organisme

PAR AMEL B

Chaque année, des millions de personnes donnent leur sang pour sauver des vies. À l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin, les autorités sanitaires rappellent l'importance de ce geste citoyen qui permet de répondre aux besoins croissants des hôpitaux en produits sanguins. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 120 millions de dons de sang sont collectés chaque année dans le monde, mais de nombreux pays continuent de faire face à des pénuries, notamment lors des situations d'urgence, des interventions chirurgicales ou des traitements contre le cancer. Les experts estiment qu'au moins 1 à 2 % de la population devrait donner régulièrement son sang pour satisfaire les besoins nationaux. Au-delà de son utilité pour les patients, le don de sang peut également présenter certains avantages pour le donneur. Chaque don est précédé d'un entretien médical et de contrôles de santé de base, notamment la vérification du taux d'hémoglobine, de la tension artérielle et de l'état général du candidat au don. Cette surveillance régulière peut contribuer à détecter certains problèmes de santé nécessitant un suivi médical. Chez certaines personnes, en particulier les hommes présentant des réserves élevées en fer, les dons réguliers permettent également de réduire les stocks de fer dans l'organisme. Plusieurs études ont suggéré qu'un excès de fer pourrait être associé à un risque accru de maladies cardiovasculaires et de stress oxydatif, même si les bénéfices directs du don de sang sur la prévention de ces maladies continuent de faire l'objet de recherches.

Les spécialistes soulignent toutefois que le don de sang ne doit pas être considéré comme un traitement médical ou une méthode de prévention. Chez les personnes en bonne santé, l'organisme remplace rapidement le volume sanguin prélevé, généralement en quelques jours pour le plasma et en quelques semaines pour les globules

En plus de sauver des vies, le don de sang stimule la production de nouvelles cellules sanguines et permet un suivi médical de base, contribuant ainsi au bien-être général du donneur lorsqu'il est réalisé dans de bonnes conditions, tout en jouant un rôle essentiel dans le maintien des stocks de produits sanguins indispensables aux soins médicaux.



rouges. La plupart des donneurs ne ressentent que des effets secondaires légers et temporaires, comme une fatigue passagère, des étourdissements ou une petite ecchymose au point de prélèvement.

Le principal risque associé aux dons répétés concerne la diminution des réserves en fer, notamment chez les femmes en âge de procréer, les adolescents et les personnes ayant une alimentation pauvre en fer. Les centres de transfusion surveillent donc attentivement les taux d'hémoglobine et peuvent recommander un espacement des dons ou une supplémentation en fer lorsque cela est nécessaire. Les experts rappellent qu'un don effectué dans le respect des critères médicaux n'affaiblit pas durablement l'organisme et n'augmente pas le risque d'infection. D'un point de vue collectif, les bénéfices du don de sang sont

incontestables. Une seule poche de sang peut contribuer à sauver jusqu'à trois vies grâce à la séparation des différents composants sanguins (globules rouges, plasma et plaquettes), utilisés pour traiter des patients aux besoins différents. Les transfusions sont indispensables pour les victimes d'accidents, les patients atteints de cancers, les personnes souffrant de maladies du sang, ainsi que dans la prise en charge des complications de la grossesse et de l'accouchement. Ainsi, si donner son sang n'est pas un moyen de « se soigner », ce geste demeure sûr pour la grande majorité des donneurs éligibles et peut s'accompagner de certains effets positifs sur le suivi de leur santé. Surtout, il constitue un acte de solidarité irremplaçable qui permet chaque jour de sauver des milliers de vies à travers le monde.

A.B

CONSTANTINE
Campagne de don de sang ciblant les usagers du tramway

Une campagne de don de sang ciblant les usagers du tramway, a été organisée dimanche à Constantine, à l'initiative de l'association des Donneurs du Sang de wilaya, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin). L'initiative a été organisée en étroite collaboration avec la société d'exploitation des tramways (SE-TRAM), dans le but de soutenir les structures de santé de la wilaya en matière de sang et de répondre ainsi à la demande croissante de poches de sang, notamment durant la saison estivale, a précisé à l'APS le vice-président de cette association, Abdallah Mekireche. Des actions de sensibilisation visant à inculquer la culture du don de sang et l'esprit de solidarité ciblant en particulier les jeunes, ont été organisées parallèlement à cette campagne qui a touché la semaine dernière, des entreprises économiques à caractère public et privé à l'instar de la société de maintenance de l'Est (SME) relevant du groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) et des mosquées, a-t-il ajouté. Des équipes pluridisciplinaires composées de médecins généralistes, de paramédicaux, de biologistes relevant de plusieurs centres de transfusion sanguine (CTS) ont été mobilisées pour assurer le bon déroulement de ce programme de solidarité qui vise aussi, a indiqué la même source, à rattraper le déficit signalé à travers l'ensemble des établissements de santé concernant cette matière vitale. Les actions bénévoles de collecte du sang qui se poursuivront jusqu'à la fin du mois de juin, ont été entamées en coordination avec le mouvement associatif à l'instar des associations à caractère social et caritatif «Kaouafil El Kheir» de la commune de Didouche Mourad, des structures de la jeunesse relevant de la direction de la jeunesse et des sports (DJS), des clubs scientifiques des universités et du groupe «El Foursane» des Scouts musulmans algériens (SMA), selon les organisateurs.

Relizane

5.000 enfants bénéficieront de sorties récréatives vers les plages

Près de 5.000 enfants de la wilaya de Relizane bénéficieront de sorties récréatives quotidiennes vers les plages durant la saison estivale 2026, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports. Le chef du service des activités de jeunesse de cette direction, M. Abdelilah Zebbar a indiqué à l'APS que ces sorties s'inscrivent dans le cadre du programme «Plan Bleu» dédié à la saison estivale. Ce programme permettra à au moins 5.000 enfants issus des différentes régions de la wilaya de participer à des excursions quotidiennes vers les plages. Ce programme de loisirs vise à prendre en charge les enfants des deux sexes, âgés de 6 à 14 ans et provenant de l'en-

semble des communes de la wilaya, notamment des zones rurales, en leur offrant la possibilité de profiter d'activités récréatives, de détente et de découverte touristique durant les vacances d'été. La direction de la Jeunesse et des Sports supervise cette opération, qui sera organisée par groupes successifs, tandis que les établissements de jeunesse et les complexes sportifs de proximité assureront l'encadrement des différentes activités programmées, a précisé le responsable. Afin de garantir la réussite du «Plan Bleu», qui débutera au début du mois de juillet prochain et se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août, tous les moyens humains et logistiques nécessaires ont été mobilisés

pour la prise en charge des enfants et leur transport vers les plages de la wilaya avoisinante de Mostaganem.

M. Zebbar a ajouté que le programme prévoit l'organisation d'une moyenne de trois sorties récréatives par semaine, ainsi que de nombreuses activités culturelles et de loisirs, permettant aux enfants de passer d'agréables moments et de profiter de l'ambiance balnéaire durant les vacances d'été. Pour rappel, près de 3.000 enfants de la wilaya de Relizane avaient bénéficié, lors de la précédente saison estivale, de sorties vers les plages dans le cadre du même programme, ajoute-t-on de même source.

TINDOUF

Lancement de la Semaine locale de la santé et de l'eau

Le secteur de la santé de la wilaya de Tindouf a lancé, dimanche, en coordination avec les différents organismes et institutions concernés, la manifestation intitulée « Semaine locale de la santé et de l'eau », placée sous le slogan « Un été en toute sécurité » et s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la prévention sanitaire durant la saison estivale et à préserver la santé publique.

Cette campagne de sensibilisation met l'accent sur la prévention des maladies à transmission hydrique (MTH), la présentation des mécanismes de traitement et de désinfection des ressources en eau, ainsi que la valorisation des ac-

tions menées par les différents services compétents, notamment les bureaux communaux d'hygiène (BCH), l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) et les services de prévention. Ces efforts visent à garantir la qualité de l'eau et à réduire les risques de pollution.

A cette occasion, le directeur par intérim de la Santé de la wilaya, Salem Zerarek, a indiqué que cette manifestation comprend notamment une journée de formation et de sensibilisation consacrée aux maladies hydriques et aux moyens de les prévenir. Le programme prévoit également la présentation des procédés et normes appliqués dans le traitement des eaux

afin d'assurer leur conformité aux exigences sanitaires, ainsi que des explications sur les analyses bactériologiques périodiques effectuées pour contrôler la qualité de l'eau destinée à la consommation. Les intervenants ont souligné l'importance de renforcer les campagnes de sensibilisation à destination des citoyens, considérées comme un moyen essentiel de prévention contre les maladies liées à l'eau. Ils ont également appelé à signaler toute fuite ou anomalie susceptible d'affecter les réseaux d'alimentation en eau potable ou d'assainissement, afin de prévenir tout risque de contamination. Lors de cette rencontre, il a également été rap-

pelé la nécessité de respecter les règles d'hygiène, de conservation et de présentation des produits commercialisés, en particulier dans les commerces connaissant une forte affluence durant la période estivale. Les participants ont insisté sur l'application rigoureuse des mesures sanitaires garantissant la sécurité des consommateurs. Cette Semaine locale enregistre la participation de plusieurs secteurs et organismes concernés, avec pour objectif de renforcer la coordination sur le terrain, de promouvoir la culture de la prévention et de contribuer à la préservation des ressources en eau ainsi qu'à la protection de la santé publique, note-t-on.

Philippines

Le bilan du séisme s'élève à 61 morts et plus de 1.400 blessés

Le bilan du séisme qui a frappé le sud des Philippines le 8 juin est monté à au moins 61 morts et plus de 1.400 blessés, a annoncé dimanche le Conseil national de réduction des risques de catastrophes et de gestion des urgences aux Philippines.

Le Conseil a indiqué que 40 autres personnes sont toujours portées disparues, tandis que 1.403 personnes ont été blessées à la suite du séisme survenu au large de la côte sud de Mindanao. Un précédent bilan faisait état de 53 morts et de plus de 450 blessés.

Le tremblement de terre, d'une magnitude de 7,8, s'est produit au large de la province de Sarangani, dans le sud de Mindanao. Considéré comme l'un des plus puissants enregistrés aux Philippines ces dernières décennies, il a provoqué d'importants dégâts humains et matériels. Les régions de Soccsksargen et de Davao figurent parmi les plus durement touchées. À General Santos, importante ville du sud du pays, plusieurs bâtiments commerciaux se sont effondrés, tandis que de nombreuses habitations ont été détruites ou gravement endommagées. Des glissements de terrain survenus dans la province de Sarangani ont également contribué à alourdir le bilan humain.

Selon les dernières évaluations officielles, plus de 724.000 personnes, soit environ 173.000 familles, ont été affectées par la catastrophe. Plus de 54.000 habitations ont subi des dommages, dont près de 10.000 totalement détruites. Les dégâts aux infrastructures sont estimés à plus d'un milliard de pesos (environ 16 millions de dollars américains), et treize municipalités et villes ont été placées en état de catastrophe naturelle. Les autorités poursuivent les opérations de recherche dans les zones les plus touchées, même si les chances de retrouver des survivants s'amenuisent avec le temps. Des milliers de personnes demeurent hébergées dans des centres d'évacuation ou chez des proches, tandis que les services publics s'efforcent de rétablir l'approvisionnement en eau et en électricité dans plusieurs localités. Le séisme a également perturbé le fonctionnement des écoles et des établissements de santé. Plusieurs bâtiments scolaires ont été endommagés alors que la catastrophe s'est produite le jour de la rentrée scolaire dans le pays, affectant des millions d'élèves. Des hôpitaux ont également subi des dégâts, obligeant les équipes médicales à installer des structures temporaires pour poursuivre les soins aux blessés. Par ailleurs, les services sismologiques philippins ont enregistré plus de 5.000 répliques depuis le séisme principal, dont plusieurs ont été ressenties par la population. Les autorités continuent d'appeler à la vigilance face au risque de nouveaux glissements de terrain et d'effondrements de structures fragilisées. Les Philippines se situent sur la « ceinture de feu » du Pacifique, l'une des zones les plus actives au monde sur le plan sismique et volcanique, ce qui les expose fréquemment à de puissants séismes, des éruptions volcaniques et des tsunamis. Le pays enregistre chaque année des centaines de secousses, allant de tremblements de terre mineurs à des séismes dévastateurs causant d'importantes pertes humaines et matérielles.

EBOLA EN RD CONGO

710 cas confirmés, les autorités démentent un confinement général

Le nombre de cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) est passé à 710, dont 149 décès, a annoncé samedi le ministère congolais de la Santé. Selon les données publiées par le ministère, le taux de létalité s'établit à près de 21%. Au total, 324 patients sont actuellement en isolement ou hospitalisés, tandis que 35 personnes ont guéri. Le ministère a indiqué dans un communiqué que le gouvernement poursuivait les interventions de santé publique destinées à interrompre les chaînes de transmission du virus, en collaboration avec les autorités provinciales, les partenaires de la riposte et les communautés locales. Les équipes déployées sur le terrain mènent des activités de surveillance épidémiologique, de prise en charge des patients, de recherche des contacts, de vaccination ciblée, ainsi que de communication sur les risques et d'engagement communautaire, selon le ministère.

Le ministère a en outre démenti les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux au sujet d'un prétendu confinement général lié à l'épidémie d'Ebola. Le ministère a souligné qu'aucun confinement n'avait été instauré dans les zones touchées et qu'aucune mesure de ce type n'était envisagée. Il a appelé la population à ne pas relayer les informations non vérifiées et à s'en tenir aux canaux officiels. Dans un bulletin publié samedi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a indiqué que l'épidémie, provoquée par la souche Bundibugyo du virus Ebola, continuait de progresser avec une augmentation du nombre de cas et une extension géographique de la transmission. La maladie s'est désormais propagée à 29 zones de santé réparties dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. La province de l'Ituri demeure l'épicentre de la flambée, concentrant plus de 90 % des cas confirmés. Les zones de santé de Bunia, Rwampara et Mongwalu figurent parmi les plus

L'épidémie d'Ebola poursuit sa progression en République démocratique du Congo, où 710 cas confirmés et 149 décès ont été recensés. Face à l'extension géographique de la maladie, les autorités sanitaires et leurs partenaires intensifient les efforts de riposte afin de freiner la transmission du virus et prévenir une propagation régionale.



touchées. L'OMS souligne également que plusieurs agents de santé ont été infectés au cours de la riposte, mettant en évidence les défis auxquels sont confrontés les équipes médicales sur le terrain. Le renforcement des capacités de dépistage et de diagnostic a permis d'identifier un nombre important de cas qui n'avaient pas encore été confirmés, contribuant à une meilleure évaluation de l'ampleur réelle de l'épidémie.

Au-delà des frontières congolaises, la situation suscite une vigilance accrue dans la région. L'Ouganda a signalé des cas liés à des transmissions importées depuis la RDC ainsi que des contami-

nations secondaires parmi les contacts et certains personnels de santé. En réponse, plusieurs pays voisins ont renforcé les contrôles sanitaires aux points d'entrée afin de limiter les risques de propagation transfrontalière. Face à cette évolution, l'OMS évalue désormais le risque comme très élevé au niveau national en RDC, élevé à l'échelle régionale, mais faible au niveau mondial. L'organisation rappelle que la transmission du virus Ebola nécessite un contact direct avec les fluides corporels d'une personne infectée, ce qui réduit les risques d'une diffusion internationale à grande échelle.

Afrique du Sud

Un homme arrêté avec 150 scorpions venimeux à l'aéroport du Cap

Les autorités sud-africaines ont arrêté un homme de 28 ans qu'elles ont surpris en train de faire passer en contrebande 150 scorpions venimeux par l'aéroport du Cap, a indiqué la police samedi. L'homme avait dissimulé les animaux vivants dans ses bagages, entre ses vêtements, selon la même source. Son arrestation, vendredi, fait suite à une opération de renseignement au cours de laquelle les autorités avaient

diffusé son signalement avant de l'intercepter à l'aéroport. L'homme « a été arrêté en vertu de la loi sur la protection de la nature et de l'environnement, pour détention d'un animal sauvage », a ajouté la police dans un communiqué. Il doit comparaître lundi devant un tribunal. Les enquêteurs n'ont pas précisé quelle était la destination du voyageur. Les scorpions ont été remis à un centre de protection de la faune sauvage pour y

être gardés en sécurité tandis que les autorités en évaluent la valeur sur le marché. Le trafic d'espèces sauvages reste un problème majeur en Afrique du Sud, l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde. Les groupes criminels ciblent des espèces emblématiques comme les rhinocéros et les éléphants, mais aussi des animaux comme les pangolins et les reptiles, alimentant un lucratif marché noir mondial.

DEPUIS LA DÉTECTION DU VIRUS EN DÉCEMBRE DERNIER

Madagascar recense plus de 2.000 cas confirmés de mpox

Madagascar a enregistré plus de 2.000 cas confirmés de mpox depuis la détection de l'épidémie dans le pays en décembre dernier, selon le bilan publié samedi par le ministère malgache de la Santé publique. Depuis la détection de mpox le 18 décembre 2025 jusqu'au 12 juin 2026, Madagascar a recensé 3.369 cas notifiés, dont 2.049 cas confirmés en laboratoire. Le bilan fait également état de sept décès liés à la maladie. Selon le bilan, au cours des dernières 24 heures, les autorités sanitaires ont recensé 21 nouveaux cas confirmés tandis que 40 cas suspects ont été signalés. Une campagne de vaccination ciblée a également été déployée à l'intention des personnels de santé et des personnes les plus exposées au risque d'infection, avec l'appui de partenaires internationaux. Plus de 30.000 doses de vaccin ont été mises à disposition du pays pour soutenir les efforts de riposte. Face à la persistance de la circulation du virus dans plusieurs régions du pays, le ministère a appelé la population à signaler rapidement tout symptôme suspect et à respecter les mesures de prévention afin de freiner la transmission communautaire du mpox. Les autorités sanitaires ont également signalé que plusieurs cas exportés depuis Madagascar ont été détectés dans des pays voisins de l'océan Indien, notamment aux Comores et à La Réunion, ce qui a conduit à un renforcement des mesures de contrôle sanitaire aux frontières et dans les aéroports. Les analyses génomiques ont confirmé la circulation du clade Ib du virus mpox, une souche faisant l'objet d'une surveillance accrue par les autorités sanitaires internationales. Le mpox a été détecté pour la première fois chez des singes de laboratoire en 1958. Il s'agit d'une maladie virale rare qui se transmet généralement par les fluides corporels, les gouttelettes respiratoires et d'autres matériaux contaminés. L'infection provoque habituellement de la fièvre, une éruption cutanée et un gonflement des ganglions lymphatiques.

Selon les experts, la poursuite de la surveillance, du dépistage précoce et de la vaccination des groupes à risque sera déterminante pour contenir l'épidémie et éviter une propagation plus large dans la région de l'océan Indien.

Tunisie

Hervé Renard arrive en pompier

Un véritable coup de tonnerre secoue la Coupe du monde 2026. Après un seul petit match disputé sur le banc de la Tunisie, Sabri Lamouchi a été officiellement démis de ses fonctions lundi. Pour le suppléer au pied levé et tenter de sauver les meubles au Mexique, la Fédération tunisienne de football (FTF) a acté l'arrivée immédiate d'un spécialiste des missions commandées : le Français Hervé Renard.

Ce Mondial mexicain a tourné au cauchemar express pour Sabri Lamouchi. Nommé en janvier dernier, le technicien franco-tunisien a payé au prix fort l'effondrement total de son équipe lors de son entrée en lice. La claque historique reçue face à la Suède (5-1) dimanche a brisé net l'union sacrée et précipité sa chute. Face à l'urgence de la situation et pour éviter une élimination prématurée, le président de la FTF, Moez Nassari, a tranché dans le vif. Un accord à l'amiable a été trouvé pour rompre le contrat de Lamouchi. Dans la foulée, les négociations menées à vitesse grand V ont débouché sur la signature d'Hervé Renard. Le technicien de 57 ans s'est engagé pour une pige de très haute importance jusqu'à la fin de la compétition.

Renard : «C'est un nouveau départ et un défi immédiat»

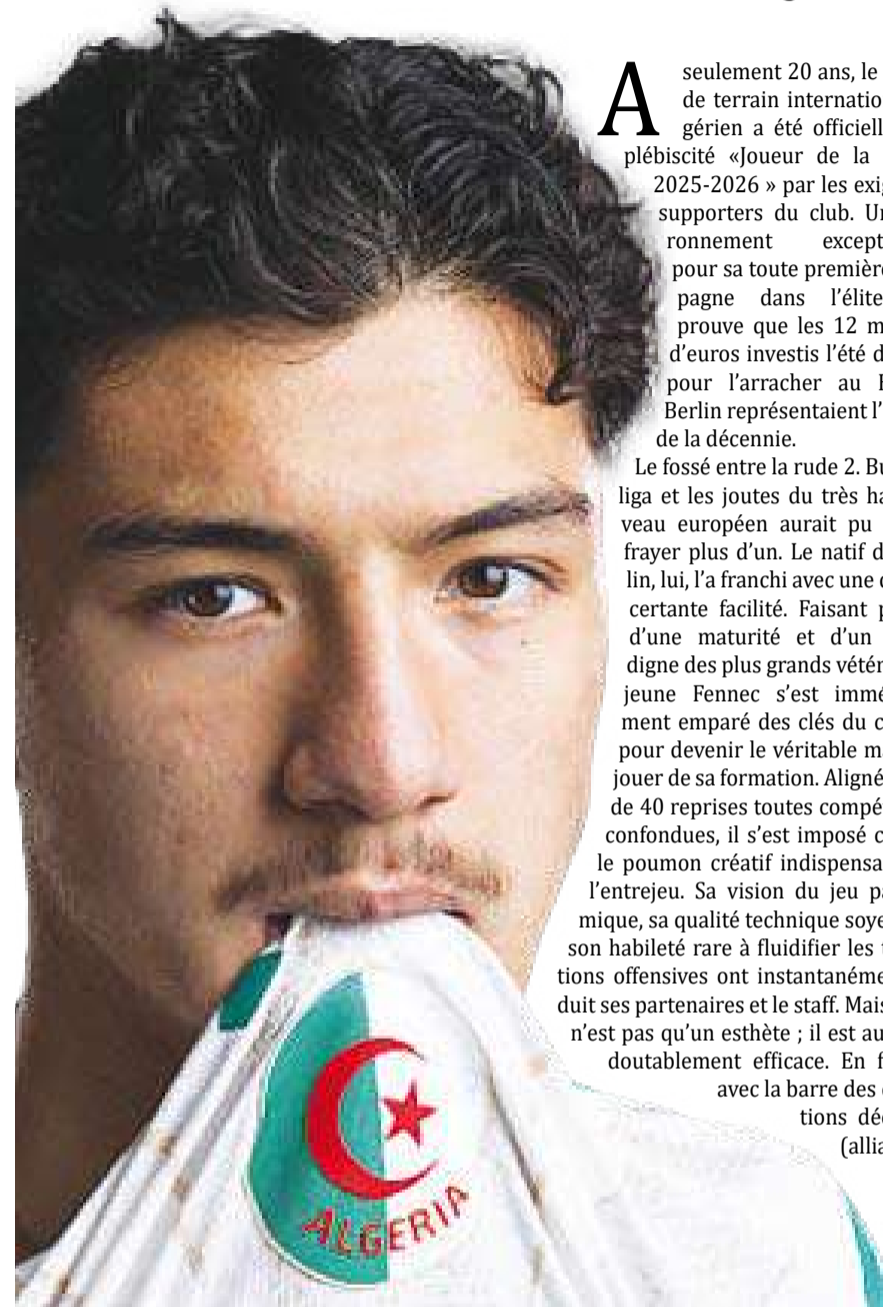
L'ancien sélectionneur des Bleues débarque à Monterrey dès mardi (hier) pour prendre la direction de son premier entraînement. Grand connaisseur du football africain, qu'il a magnifié en remportant la CAN avec la Zambie (2012) puis la Côte d'Ivoire (2015), Renard est réputé pour sa capacité unique à transfigurer les vestiaires en crise. L'homme à la célèbre chemise blanche enchaîne ainsi une troisième Coupe du monde consécutive. Tout le monde garde en mémoire son coup d'éclat de 2022, où il avait terrassé l'Argentine de Lionel Messi (2-1) avec l'Arabie saoudite. C'est précisément ce supplément d'âme et ce génie tactique que les dirigeants tunisiens recherchent. «Il ne faut pas trop réfléchir... C'est un nouveau départ et un défi immédiat», a confié l'entraîneur lors de son transit à Paris.

Le licenciement d'un sélectionneur en plein cœur d'une phase finale de Coupe du monde reste un fait rarissime, mais la Tunisie est une habituée du genre. En 1998, la fédération avait déjà débarqué Henryk Kasperczak après deux rencontres. Cette année-là, le Sud-Coréen Cha Bum-kun et le Brésilien Carlos Alberto Parreira avaient subi le même sort. Pour Hervé Renard, il n'y a pas une minute à perdre. Les Aigles de Carthage doivent impérativement redresser la tête avant un choc décisif contre le Japon, qui a partagé les points avec les Pays-Bas (2-2). Un match capital où la Tunisie jouera sa survie dans ce Mondial 2026.

DÉSIGNÉ MEILLEUR JOUEUR DU BAYER LEVERKUSEN

Maza, le nouveau prince de la BayArena

Le Bayer Leverkusen tient son nouveau phénomène. A peine une année après avoir quitté l'anonymat de la deuxième division allemande, Ibrahim Maza a mis la Bundesliga à ses pieds.



A seulement 20 ans, le milieu de terrain international algérien a été officiellement plébiscité «Joueur de la saison 2025-2026» par les exigeants supporters du club. Un couronnement exceptionnel pour sa toute première campagne dans l'élite, qui prouve que les 12 millions d'euros investis l'été dernier pour l'arracher au Hertha Berlin représentaient l'affaire de la décennie.

Le fossé entre la rude 2. Bundesliga et les joutes du très haut niveau européen aurait pu en effrayer plus d'un. Le natif de Berlin, lui, l'a franchi avec une déconcertante facilité. Faisant preuve d'une maturité et d'un calme digne des plus grands vétérans, le jeune Fennec s'est immédiatement emparé des clés du camion pour devenir le véritable maître à jouer de sa formation. Aligné à plus de 40 reprises toutes compétitions confondues, il s'est imposé comme le poumon créatif indispensable de l'entrejeu. Sa vision du jeu panoramique, sa qualité technique soyeuse et son habileté rare à fluidifier les transitions offensives ont instantanément séduit ses partenaires et le staff. Mais Maza n'est pas qu'un esthète ; il est aussi redoutablement efficace. En flirtant avec la barre des dix actions décisives (alliant

butts cruciaux et passes millimétrées), il a prouvé sa capacité à faire basculer les rencontres dans la zone de vérité.

Les cadors européens recalés face au mur allemand

Comme on pouvait s'y attendre, de telles prestations à un âge aussi précoce ont affolé les cellules de recrutement des plus grandes écuries européennes. En Liga, l'Atlético de Madrid de Diego Simeone a succombé à son profil de milieu moderne, à la fois travailleur acharné et créateur de génie. Outre-Manche, le champion d'Angleterre Manchester City a également dépêché des émissaires pour surveiller de très près la comète algérienne. Toutefois, le Bayer Leverkusen n'a aucune intention de brader son joyau. Solidement cadenassé sous contrat jusqu'en juin 2030, l'Algérien est considéré comme totalement intransférable. Le directeur sportif du club, Simon Rolfes, a d'ailleurs définitivement douché les espoirs des courtisans d'une formule on ne peut plus claire : «Pour nous, vendre Ibrahim Maza n'est pas un sujet». Cette consécration en club offre une rampe de lancement idéale au milieu offensif à l'aube d'un immense défi international. Convoqué par Vladimir Petković pour disputer la prestigieuse Coupe du monde 2026 sous la tunique de l'équipe nationale d'Algérie, Ibrahim Maza s'avance comme l'une des attractions majeures et le grand espoir du peuple algérien. Ce tournoi planétaire doit lui permettre de basculer définitivement dans la dimension des superstars mondiales. A son retour du Mondial, une nouvelle ère l'attendra en Allemagne. Avec l'arrivée de l'Espagnol Carles Martínez Novell sur le banc pour succéder à Kasper Hjulmand, l'animation tactique va profondément évoluer. Mais que ce soit sous le maillot des Verts ou sous la tunique de Leverkusen, l'avenir s'écrira inévitablement autour du talent pur d'Ibrahim Maza.

H.M.

BENSEBAÏNI SE LIVRE SUR SON PARCOURS

«Il ne faut jamais perdre espoir»

A la veille de l'entrée en lice de la sélection nationale à la Coupe du monde 2026, Ramy Bensebaïni a pris le temps de revenir sur le chemin parcouru depuis son enfance à Constantine jusqu'aux plus grandes scènes du football mondial. Aujourd'hui cadre de la sélection nationale, Ramy Bensebaïni a n s

n'a pas oublié d'où il vient. Dans un récent entretien, accordé avant de s'envoler avec ses coéquipiers vers les Etats-Unis pour disputer la Coupe du monde, le défenseur des Verts est revenu sur ses débuts modestes dans son quartier à Constantine.

«J'ai commencé à jouer dans le parking du quartier. Il était au milieu des immeubles et on a décidé d'en faire un terrain de foot. On jouait avec des ballons faits de sachet de lait. On n'avait pas de vrais ballons», a-t-il raconté.

Alors qu'il n'était encore qu'un enfant, son talent attirait déjà l'attention de son entourage, au point d'être sollicité par des joueurs bien plus âgés qui souhaitaient l'intégrer à leurs équipes.

«On me disait que j'avais des qualités et qu'il faut rester sérieux. Il y avait des gars plus âgés que moi qui m'appelaient pour jouer avec eux et chaque équipe voulait que je sois de son côté», se souvient-il.

Grâce à son talent et sa détermination, le joueur a progressivement gravi les échelons jusqu'à rejoindre le football européen. Avec le recul, il mesure le chemin accompli et se dit fier d'avoir transformé son rêve d'enfant en réalité.

«Aujourd'hui, j'ai la chance de ne pas avoir le regret de ne pas avoir fait ce que je voulais faire. Sur ça, je suis très content. J'estime que j'ai eu les épaules solides pour accomplir ce que j'ai fait

parce que sortir de Constantine pour aller jouer pour l'un des plus grands clubs d'Europe, gagner une coupe d'Afrique, une coupe de France et faire une finale de Champions League, j'en suis fier de ce que le gamin que j'étais a réussi à faire. Et si j'ai un message à faire passer c'est qu'il ne faut jamais rien lâcher. Il ne faut pas écouter les gens qui disent "non, c'est loin. C'est compliqué à le faire", a-t-il confié.

«Il ne faut jamais perdre espoir»

Au-delà de son propre parcours, le défenseur de 31 ans a souhaité adresser un message aux jeunes Algériens qui aspirent à suivre la même voie.

«Il ne faut jamais perdre espoir et se dire qu'on ne peut pas faire quelque chose. C'est vrai qu'il y a moins de moyens par rapport aux jeunes formés en Europe mais si t'as l'envie et que tu ne lâches pas, personne ne peut t'arrêter. Aussi, il y a le destin. Si Dieu veut que t'y arrives, c'est bien. Mais faut tout mettre en œuvre pour ne pas avoir de regrets», a-t-il ainsi assuré.

Déjà blessé au moment de l'entretien, Ramy Bensebaïni, qui s'apprêtait avec ses camarades de la sélection nationale à défier l'Argentine mercredi 17 juin pour leur entrée dans le Mondial, affichait un état d'esprit combatif qui semble toujours d'actualité.

«Je me prépare, j'essaie d'être prêt le jour J. On verra ce que Dieu nous réserve», a-t-il déclaré.



LA ROJA ACCROCHÉE POUR SON DÉBUT

Le Cap-Vert tient l'Espagne **en échec**

Un exploit dont le meilleur symbole n'est autre que Vozinha ; à 40 ans, le portier cap-verdien est parvenu à repousser tous les assauts espagnols pendant plus de 90 minutes. 0-0 score final. Un résultat qui fait la fierté de tous les Cap-Verdiens à travers le monde, comme le raconte ce supporter des Requins Bleus résidant aux Etats-Unis: «C'est énorme pour nous, énorme pour notre pays. Vous ne vous rendez pas compte de l'importance de ce résultat. C'est notre première participation à la Coupe du monde, et nous avons fait match nul contre l'une des meilleures équipes. On ne peut pas se plaindre. On va faire la fête toute la journée», a assuré ce fan cap-verdien.

La fête pourrait être plus longue par la suite, car tout est possible pour le Cap-Vert désormais. Toutes les équipes sont en effet à égalité dans ce groupe H. A Miami, l'Arabie saoudite et l'Uruguay se sont séparés sur le score de 1-1. La Céléste qui sera d'ailleurs le prochain adversaire des Requins Bleus. Ce sera dans la nuit de dimanche à lundi prochain, à Miami, à partir de minuit en temps universel. Opposés à la Belgique à Seattle, les Pharaons ont offert une prestation de haute volée, avec notamment l'ouverture du score signée Emam Ashour à la 19e minute de jeu sur une frappe qui n'a laissé aucune chance à Thibaut Courtois. Malheureusement, l'Egypte, qui tenait vraiment à offrir une victoire à son capitaine Mohamed Salah, qui fêtait hier son 34e anniversaire, a craqué peu après l'heure de jeu et le malheureux Mohamed Hany a marqué contre son camp. Score final 1-1. Favorite de ce groupe G, la Belgique est presque au pied du mur, estime le sélectionneur Rudi Garcia: «On constate que, dans cette Coupe du monde, il n'y a pas de match facile. Je n'ai pas beaucoup suivi, mais j'ai appris que l'Espagne avait fait match nul, par exemple. Et pourtant, c'était clairement la grande favorite. Donc, bien sûr, nous respecterons l'équipe iranienne, car c'est notre prochain match, mais il va sans dire que, pour nous, une victoire contre l'Iran est impérative», a-t-il déclaré. L'Iran qui évoluait à Los Angeles et qui a fait match nul 2-2 face à la Nouvelle-Zélande.

Olmo: «Nous sommes conscients de ce qui nous attend»

Pour le tout premier match de leur histoire en Coupe du monde, les Requins Bleus sont parvenus à tenir en échec l'Espagne, championne d'Europe en titre et favorite à la victoire finale.



Dani Olmo, milieu de terrain du FC Barcelone et de la sélection espagnole, a admis que «La Roja» n'avait pas connu l'entame espérée lors de la Coupe du monde 2026, après le match nul et vierge 0-0 contre le Cap-Vert à l'Atlanta Stadium, lors de la première journée du groupe H. Après la rencontre, il a publié un message sur son compte officiel Instagram: «Ce n'était pas le départ que nous espérions. Nous repartons en sachant exactement ce que nous avons bien fait et ce que nous devons corriger.» Il a ajouté: «Nous savons que les exigences de la Coupe du monde sont très élevées et qu'il n'y a pas de place pour l'erreur. Nous avons

déjà montré nos capacités et nous le ferons à nouveau, cela ne fait aucun doute. Nous soutenons cette formidable famille de toutes nos forces... Allez l'Espagne!» Ce match marquait les débuts de la sélection ibérique, championne d'Europe en titre, qui aligne Olmo parmi ses 26 joueurs, aux côtés de Pedri, Mikel Merino et Oyarzabal. Malgré sa nette domination, «La Roja» n'a pas réussi à percer le verrou défensif cap-verdien, et la rencontre s'est soldée par un nul vierge. Les champions d'Europe préparent déjà leur prochain rendez-vous, dimanche, face à l'Arabie saoudite, laquelle a tenu en échec l'Uruguay (1-1) lors de son entrée en lice.

1/16 e de finale

Comment se qualifier en tant que meilleur 3e ?

Les huit meilleurs troisièmes valideront leur billet pour les 16es de finale du Mondial. Voici comment fonctionne les qualifications à la fin de la phase de groupes. La Coupe du monde 2026 est lancée et les 48 équipes en lice visent une place en 16e de finale lors de la phase de groupes. Les deux premières équipes de chaque poule seront qualifiées, ainsi que les 8 meilleurs 3es. Mais savez-vous comment sont désignés les huit meilleurs troisièmes ? Les 8 meilleurs 3es de la phase de groupes de la Coupe du monde sont déterminés selon les critères de la FIFA suivants : Le plus grand nombre de points marqués à l'issue des matches de groupe ; La meilleure différence de buts obtenue à l'issue des matches de groupe ; Le plus grand nombre de buts marqués à l'issue des matches de groupe ; Le plus grand nombre de points de fair-play obtenus sur la base de cartons jaunes et rouges reçus (joueurs et officiels d'équipe) lors des matches de groupes ; Les équipes toujours à égalité sont classées selon l'édition la plus récemment publiée du Classement mondial masculin FIFA/Coca-Cola (au 16 juin, l'Équipe de France est actuellement 2e, derrière l'Argentine et devant l'Espagne).

GIANNI INFANTINO S'ADRESSANT AUX JOUEURS DE L'IRAN :

«Je comprends ce que vous **traversez** mais vous êtes plus forts que tout»

Gianni Infantino, président de la Fifa, s'est rendu dans le vestiaire de l'Iran, lundi après le match nul contre la Nouvelle-Zélande (2-2), à Los Angeles pour son premier match à la Coupe du monde 2026. Dans une vidéo de la Fédération iranienne que RMC Sport a pu consulter, il y exprime sa fierté et sa compassion face aux énormes difficultés logistiques rencontrées par l'équipe dans sa préparation en raison du contexte de la guerre menée par les Etats-Unis, l'un des trois pays organisateurs de la Coupe du monde, en Iran. Après des mois d'incertitudes sur sa participation ou non, l'Iran a dû déplacer à la dernière minute son camp de base au Mexique, plutôt que de s'installer dans l'Arizona. Les Etats-ont par ailleurs refusé des visas à une quinzaine de membres de sa délégation. Infantino n'est pas entré dans ce genre de détails quand il s'est exprimé devant les joueurs et le staff dans les vestiaires sous les yeux de l'ancien international français Youri Djorkaeff, désormais ambassadeur Fifa. «Ce soir, c'était un match dur et avec un plus de chance, vous auriez pu gagner», a lancé le président de la Fédération internationale. «Mais vous devez... à vos familles, vos amis, vos gens et au monde que vous êtes à la Coupe du monde, que vous performez et il vous reste encore deux matches. Et dans ces deux matches qu'il vous restera à jouer, vous rendrez de nouveau encore le monde fier de ce que vous faites.» Une fois ses propos traduits, les joueurs ont applaudi Infantino qui est revenu sur la situation compliquée de la Team Melli, contrainte d'opérer de nombreux allers-retours entre le Mexique et les Etats-Unis pour disputer ses matches. «Je sais ce que vous traversez, je comprends, mais vous êtes plus forts que tout», a-t-il lancé. «Vous envoyez un

message au monde entier. Ce soir, vous avez unis tout le stade ici derrière vous, derrière la Team Melli. Vous l'avez montré au monde et envoyé un message fort. Merci beaucoup.» Nouvelle salve d'applaudissements et petit boutade pour terminer ce laïus très très diplomatique et politique. «Si votre entraîneur le veut bien, je pourrais jouer attaquant au prochain match.» Le sélectionneur iranien a fait une petite moue polie avant de s'adresser en persan au responsable de la Fifa. S'il a fait bonne figure dans le vestiaire, Amir Ghalenoei s'est montré bien plus remonté en conférence de presse en estimant que son équipe était «la plus opprimée de l'histoire de la scène internationale» en raison des énormes contraintes auxquelles elle doit faire face.

**Mehdi Tarmi :**

« Nous vivons une véritable catastrophe... »

Mehdi Taremi, le capitaine de la sélection iranienne, a révélé que le président de la Fifa, Gianni Infantino, s'est rendu dans le vestiaire de l'équipe après la rencontre face à la Nouvelle-Zélande. Les Iraniens ont entamé leur Coupe du monde 2026 par un match nul 2-2 face à la Nouvelle-Zélande au SoFi Stadium, dans un contexte politique brûlant qui a suivi une préparation qualifiée de la plus tendue de l'histoire du tournoi. «Bien sûr, il cherche à nous aider, mais il y a aussi d'autres enjeux, et tout le monde en est conscient. Je n'ai pas besoin de le préciser, vous savez où nous en sommes», a déclaré Taremi, selon des propos rapportés par ESPN. Le capitaine iranien a ajouté: «Je pense que la Fifa devrait nous aider davantage. Voyons ce qui se passera à l'avenir.» Il a également manifesté sa profonde frustration après l'interdiction faite au président de la Fédération iranienne de football, Mehdi Taj, ainsi qu'à plusieurs membres du staff administratif et médical, de se rendre aux États-Unis. «Tout cela est une catastrophe pour nous», a-t-il commenté. L'Iran est ainsi devenu le premier pays à disputer une Coupe du monde sur le sol d'un État avec lequel il est en guerre, après des mois d'incertitudes quant à sa participation. Le fait que l'Iran dispute son match d'ouverture dans la banlieue de Los Angeles accentue ces craintes, puisque cette ville abrite la plus grande communauté iranienne hors des frontières nationales, nombre d'entre ses membres ayant fui le pays après la révolution islamique

LES ROUTES DE L'ENCRE EN ALGÉRIE

Un colloque international pour valoriser et préserver **le patrimoine manuscrit national**

NASSIM TERKI

Le Centre international des conférences Abdelatif-Rahal a accueilli durant deux journées une importante rencontre consacrée à l'un des pans les plus précieux du patrimoine culturel national : les manuscrits. Organisé sous le thème « Les Routes de l'encre en Algérie : Civilisation et patrimoine », ce rendez-vous réunit chercheurs, experts, universitaires, détenteurs de collections manuscrites et spécialistes venus d'Algérie et de plusieurs pays.

La cérémonie d'ouverture, présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, s'est déroulée en présence de membres du Gouvernement, de conseillers du président de la République, de représentants des institutions constitutionnelles et consultatives, de cadres des différents corps de sécurité, ainsi que d'ambassadeurs de pays frères et amis et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

En marge de cette ouverture officielle, la ministre a procédé à l'inauguration de l'Exposition du patrimoine manuscrit organisée par son département ministériel. Cette exposition rassemble des pièces rares et des documents historiques mettant en lumière la richesse du patrimoine manuscrit algérien ainsi que les efforts entrepris en matière de conservation, de restauration et de numérisation.

Les visiteurs peuvent notamment découvrir les contributions de la Bibliothèque nationale d'Algérie, du Centre national des manuscrits d'Adrar, de l'Association Abi Ishaq Ibrahim Atfich pour la préservation du patrimoine de la wilaya de Ghardaïa, du Musée public national des Antiquités, du Musée public national Cirta de Constantine ainsi que du Musée public national de Khenchela.

Au cours de sa visite, Mme Bendouda a suivi les présentations des responsables des différents espaces, qui ont détaillé les techniques utili-

Placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Colloque international sur le patrimoine manuscrit « Les Routes de l'encre en Algérie : Civilisation et patrimoine » s'est ouvert les 15 et 16 juin 2026 au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal. Présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, cette rencontre scientifique a été marquée par l'inauguration d'une exposition consacrée au patrimoine manuscrit et par l'annonce de nouvelles avancées dans le domaine de la numérisation et de la préservation de ce patrimoine.



sées pour la sauvegarde et la restauration des manuscrits ainsi que les programmes engagés pour leur valorisation et leur mise à la disposition des chercheurs et des spécialistes.

Le parcours s'est achevé par la découverte de l'exposition artistique « Les Routes de l'encre » réalisée par le plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, avant une halte auprès d'un atelier vivant animé par le calligraphe Mohamed Ayyache et d'un second consacré à l'art de l'enluminure, dirigé par l'artiste Hakim Mesbahi.

Dans son allocution inaugurale, la ministre de la Culture et des Arts a rappelé que les manuscrits constituent bien davantage qu'un simple témoignage historique. Ils représentent, a-t-elle souligné, une composante essentielle de l'identité nationale et un support privilégié des échanges entre les civilisations.

Mme Malika Bendouda a également dévoilé un bilan significatif dans le domaine de la numérisation, annonçant que près de 40 000 manuscrits ont déjà été numérisés. Elle a indiqué que

son département ambitionne d'atteindre 80 % de numérisation du fonds restant au cours des deux prochaines années.

Évoquant les moyens mobilisés pour renforcer cette politique de préservation, la ministre a mis en avant la coopération stratégique engagée avec l'Armée nationale populaire, à travers la Direction des industries militaires. Ce partenariat a permis la mise en service de camions spécialement équipés, conçus comme de véritables « laboratoires mobiles des Routes de l'encre », destinés à faciliter le repérage, le recensement, l'inventaire et la préservation des manuscrits sur l'ensemble du territoire national. Elle a par ailleurs souligné que le concept des « Routes de l'encre » dépasse la seule dimension patrimoniale pour s'inscrire dans une vision stratégique fondée sur la diffusion du savoir, la libre circulation des connaissances et la lutte contre toute forme de monopolisation des sciences. Elle a également rappelé le rôle que peut jouer le manuscrit comme instrument de diplomatie culturelle et de rayonnement international, affirmant que l'Algérie demeure un acteur historique à part entière dans la production et la transmission du savoir.

À travers cette initiative, les pouvoirs publics entendent poursuivre leurs efforts en faveur de la protection, de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine culturel national, notamment le patrimoine manuscrit, considéré comme un témoignage majeur des contributions scientifiques, intellectuelles et culturelles de l'Algérie à travers les siècles.

Durant les deux journées du colloque, les participants examinent plusieurs axes portant sur les mécanismes de conservation des manuscrits, les techniques de copie et de transmission, les méthodes de restauration et de numérisation ainsi que les expériences nationales et internationales visant à garantir la préservation durable de ce patrimoine et son accessibilité aux chercheurs comme aux générations futures.

LILA LEFÈVRE :

« À TRAVERS CE LIVRE, J'AI VOULU RACONTER UNE AUTRE HISTOIRE DE L'ALGÉRIE »

« **Léon XIV** en Algérie, sur la terre de Saint Augustin »

Journaliste accréditée auprès de l'Union européenne et de l'OTAN depuis 1995, analyste sur BBC et animatrice de l'émission « Le Vrai Dialogue » sur ATIPK, Lila Lefèvre vient de publier **Léon XIV** en Algérie, sur la terre de Saint Augustin. Dans cet entretien accordé à nos confrères du journal El Moudjahed, elle explique les raisons qui l'ont poussée à écrire ce livre, revient sur la visite historique du pape Léon XIV en Algérie et partage les souvenirs personnels qui ont accompagné son travail d'écriture.

À l'origine, explique Lila Lefèvre, son projet n'avait pas pour objet le pape Léon XIV. Son ambition était avant tout de raconter la vie, l'œuvre et la pensée de Saint Augustin afin de les rendre accessibles à un large public.

Alors que le manuscrit était presque achevé, la visite du pape Léon XIV en Algérie, les 13 et 14 avril 2026, a changé la direction du projet. La journaliste a décidé de repartir sur le terrain pour couvrir cet événement avant de revoir complètement son livre.

De retour à Bruxelles, elle estime que cette visite ne pouvait pas être traitée comme un simple chapitre supplémentaire. Elle est devenue un élément central de son récit, ce qui l'a conduite à modifier aussi bien le titre que la construction de l'ouvrage.

L'idée du livre remonte pourtant à mai 2025, lors d'un long séjour professionnel en Algérie.

Ses déplacements à Tlemcen, Cherchell et Timpasa lui ont fait prendre conscience de l'importance universelle de Saint Augustin et du fait que son héritage reste encore insuffisamment connu du grand public.

Elle évoque également une rencontre avec le président Abdelmadjid Tebboune, au cours de laquelle celui-ci lui avait parlé de son futur déplacement au Vatican. Lorsque cette visite s'est concrétisée et que le président a été reçu par le pape Léon XIV, elle y a vu un lien naturel avec la figure de Saint Augustin, né sur le sol algérien.

Pour Lila Lefèvre, il était impossible de séparer le pape Léon XIV de Saint Augustin. À ses yeux, l'Algérie constitue le véritable fil conducteur de cette histoire. Elle rappelle que Saint Augustin demeure l'une des grandes références de la pensée chrétienne et occidentale et souligne que lorsque le pape s'est présenté comme « fils de Saint Augustin », cette relation est devenue encore plus évidente.

Son livre cherche ainsi à mettre en lumière une facette parfois méconnue de l'histoire algérienne et à rappeler le rayonnement intellectuel, culturel et spirituel que ce patrimoine continue d'exercer bien au-delà des frontières du pays.

Interrogée sur le mélange entre actualité, histoire et spiritualité, l'auteure préfère parler d'une immersion dans deux réalités qui se ré-

pondent : l'Algérie antique marquée par le christianisme de Saint Augustin et l'Algérie contemporaine, majoritairement musulmane. Elle raconte avoir vécu des journées particulièrement fortes lors de la visite du pape, avec le sentiment d'assister à un moment historique.

L'écriture du livre a également réveillé des souvenirs très personnels. Lila Lefèvre confie que certains passages ont été particulièrement difficiles à rédiger parce qu'ils faisaient écho à sa propre histoire familiale.

Elle explique avoir perdu sa mère, enterrée en Algérie, sans avoir pu assister à ses funérailles en 2013. Lors d'un voyage effectué en 2022, elle a enfin pu se recueillir sur sa tombe. En écrivant les pages consacrées au retour de Saint Augustin à Taghaste après la disparition de sa mère Monique, elle dit avoir retrouvé ses propres émotions.

Parmi tous les lieux visités, c'est la basilique Saint-Augustin d'Annaba qui l'a le plus marquée. Elle décrit un endroit chargé d'histoire et de spiritualité et garde un souvenir particulier de la messe célébrée par le pape le 14 avril, qu'elle considère comme l'un des moments les plus forts de son séjour.

À travers cette expérience, elle dit avoir découvert une Algérie ouverte, riche de ses différentes couches historiques et culturelles, et souhaite que son livre puisse contribuer,

même modestement, à rapprocher les regards entre les peuples, notamment entre les Français et les Algériens.

Si elle devait résumer son message en quelques mots, elle souhaiterait que le lecteur retienne que l'Algérie est une terre de mémoire vivante, de spiritualité et d'humanité, capable de créer des liens entre les époques et entre les hommes. Elle affirme également que l'Algérie occupe une place particulière dans l'histoire méditerranéenne, avec un héritage amazigh, romain, chrétien et musulman qui lui confère une identité singulière. Elle rappelle aussi que le pays est celui de grandes figures historiques comme Saint Augustin, Larbi Ben M'hidi, Hassiba Ben Bouali, Maurice Audin ou encore Henri Alleg. Concernant la diffusion de son ouvrage, Lila Lefèvre précise qu'il est actuellement disponible sur Amazon. Elle indique également travailler à un accord avec un éditeur algérien pour une nouvelle édition en français afin de faciliter son accès au public local. Enfin, elle annonce qu'une traduction en langue arabe est en préparation chez ce même éditeur. Pour elle, cette démarche est essentielle afin de permettre aux lecteurs algériens et, plus largement, au monde arabophone de découvrir une partie importante de l'histoire et du patrimoine de l'Algérie qui reste encore peu connue.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“L'amertume de la vérité est toujours plus douce que la douceur du mensonge.”

Jacques Nteka Bokolo

■ Aït Leqsar et Bouira accueillent le 7^e Festival de poésie amazighe et le 4^e Salon du livre

Les localités d'Aït Leqsar et de Bouira accueillent, du 17 au 20 de ce mois, la septième édition du Festival de poésie amazighe et la quatrième édition du Salon du livre. Cette manifestation culturelle d'envergure sera marquée par un hommage spécial rendu au regretté Farid Ferragui. La première journée, prévue aujourd'hui, débutera par l'installation du salon du livre, suivie d'une visite mémorielle au centre de torture de Tiliouat. L'ouverture officielle de l'événement se tiendra en fin d'après-midi. Elle sera ponctuée par une chorale en l'honneur de Farid Ferragui, ainsi que par la présentation de sa biographie et de témoignages sur son parcours. Une conférence-débat et la première séance de déclamation poétique clôtureront cette journée inaugurale. Les journées suivantes seront consacrées à la compétition poétique et aux activités annexes. Le jeudi verra s'enchaîner une deuxième séance de déclamation, une nouvelle conférence-débat et un gala artistique. Le vendredi, le programme prévoit une excursion touristique à Tikjada, suivie de la déclamation des œuvres des dix finalistes du concours de poésie. La manifestation s'achèvera en soirée par la cérémonie de clôture et la remise des prix aux lauréats.

R. N.

■ Timezrit-Béjaïa : La société civile s'interroge sur la fermeture prolongée de la salle de spectacle de la maison de jeunes

PAR IDIR M.

Fermée depuis plus de six mois, malgré des travaux de réparation réalisés récemment par une entreprise. Selon plusieurs habitants, les travaux ont principalement concerné l'extérieur du bâtiment ainsi que quelques réparations au niveau des sanitaires, sans véritable prise en charge de l'état de la salle de spectacle. À l'intérieur, la salle demeure dans un état de dégradation avancée. Les sièges sont abîmés et déchirés, les revêtements muraux se décollent progressivement, tandis que le sol en béton nécessite une réfection complète. Une situation qui alimente l'incompréhension des citoyens, notamment après les travaux effectués ces derniers mois. Des membres de la société civile et des associations culturelles de la région, estiment que cette infrastructure culturelle, considérée comme l'un des rares espaces dédiés aux activités artistiques et éducatives dans la région, mérite une réhabilitation complète afin de permettre sa réouverture dans les meilleures conditions. Ils appellent les autorités concernées à intervenir rapidement pour remédier à cette situation. Dans ce contexte, un bénévole se serait porté volontaire pour contribuer à la réparation et à la remise en état de la salle, dans un esprit de solidarité et d'engagement citoyen. Une initiative saluée par plusieurs habitants, qui espèrent voir cette salle rouvrir prochainement au profit de la jeunesse de Timezrit.

■ Mohamed Saïd Maalem, nouvel ambassadeur de Mobilis

L'opérateur Mobilis a officialisé la signature d'un contrat de partenariat avec l'athlète Mohamed Saïd Maalem, qui endossera le rôle d'ambassadeur de l'entreprise. Champion du monde WFC dans la catégorie des poids lourds, le sportif bénéficiera d'un soutien financier de la part de l'opérateur. Cet accompagnement vise à optimiser sa préparation et à faciliter la poursuite de ses performances sur la scène internationale.

■ 18 incendies maîtrisés en 24 heures

La Protection civile a recensé, au cours des dernières 24 heures, 18 incendies affectant des récoltes agricoles, des palmiers et des arbres fruitiers dans plusieurs wilayas du pays. Ce bilan, arrêté hier à 8 h 00, indique que l'ensemble des sinistres a été totalement maîtrisé, sans qu'aucune opération d'extinction ne soit encore en cours au moment de sa publication. Les feux ont principalement touché des récoltes agricoles dans les wilayas de Chlef, Béjaïa, Tlemcen, Djelfa, Sétif, Sidi Bel Abbès, Constantine, M'Sila, Oran, Bordj Bou Arreridj et Aïn Témouchent. Des incendies de palmiers ont également été signalés à Tamanrasset, Ouargla, Ghardaïa et El Meghaïer. À Ghardaïa, un incendie a par ailleurs endommagé des arbres fruitiers dans le périmètre agricole d'Oued Sebseb. Dans la wilaya de Constantine, deux incendies de récoltes agricoles ont été enregistrés, respectivement dans les communes d'Aïn Abid et d'Ouled Rahmoune. Selon les services de la Protection civile, tous les sinistres ont été éteints grâce à l'intervention rapide des unités déployées sur le terrain. Les autorités appellent les agriculteurs et les citoyens à renforcer leur vigilance durant la saison estivale afin de prévenir les départs de feu et de préserver les récoltes ainsi que le patrimoine arboricole.

Royaume-Uni : les réseaux sociaux interdits pour les moins de 16 ans

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a confirmé la mise en place d'une restriction d'accès à certaines plateformes de réseaux sociaux pour les jeunes de moins de seize ans. Cette mesure, dont l'entrée en vigueur est prévue au début de l'année prochaine, s'accompagne d'un avertissement adressé aux géants du secteur. Le chef du gouvernement a en effet fait savoir qu'il ne céderait pas face aux éventuelles oppositions des entreprises technologiques. Bien que les applications



spécifiquement visées n'aient pas encore été nommées, l'exécutif britannique justifie cette démarche par l'impératif de protéger le jeune public. Sur ce sujet, Keir Starmer s'est montré intransigeant, assurant qu'aucun compromis ne serait accepté au détriment de la sécurité et du bien-être des enfants.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

NEUF UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES DANS LE HAUT DU CLASSEMENT

L'excellence est au rendez-vous

Le classement annuel US News Best Global Universities 2025-2026 confirme la présence de neuf établissements d'enseignement supérieur nationaux parmi les 2 250 meilleures universités mondiales.

Cette nouvelle édition met en lumière les progrès constants du système universitaire national, avec un jalon particulièrement notable, le passage du cap du millier dans le classement des têtes de liste. En tête du palmarès national, l'université Djilali Liabès de Sidi Bel-Abbès se hisse à la 849^e place mondiale. Ce résultat conforte sa position en tant qu'établissement académique de premier plan, qui dépasse aujourd'hui son rayonnement local pour s'affirmer sur la scène universitaire internationale. Huit autres institutions viennent compléter ce tableau, dessinant une carte universitaire équilibrée à l'échelle du territoire. Il s'agit des universités de Sétif 1, Tlemcen, Annaba, Béjaïa, Boumerdes et Biskra, ainsi que de l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) et de l'université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB). Cette répartition géographique illustre un développement de l'offre de formation et de la recherche qui ne se cantonne plus aux



seuls grands pôles du nord du pays. Réagissant à ces résultats, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a rappelé que l'université algérienne se doit d'être « un moteur de l'innovation et

de la croissance économique nationale ». Il a associé cette performance à la politique de modernisation du secteur, dont l'objectif affiché est d'accroître la visibilité et l'influence de la recherche algérienne sur la scène internationale. R. N.

JOURNÉE NATIONALE DE VACCINATION

L'Algérie affiche un taux de 97 % contre la poliomyélite

Le ministère de la Santé a célébré, lundi à Alger, la Journée nationale de vaccination, qui coïncide avec le 17 juin de chaque année, sous le slogan : «La promotion du programme national de vaccination». Dans une déclaration à la presse en marge de cet événement, la représentante du ministère de la Santé et chef du département de médecine préventive à l'Institut Pasteur, Dr. Fazia Mahiout, a précisé que le système de santé en Algérie «a réalisé un bond historique en matière de taux de couverture vaccinale», soulignant que le taux de vaccination contre la poliomyélite «a atteint 97 % lors de la dernière campagne nationale». L'Algérie, ajoute-t-elle, adopte «une stratégie globale qui implique différents secteurs ministériels ainsi que les partenaires internationaux (UNICEF et OMS), avec pour objectif d'atteindre zéro enfant non vacciné», se félicitant, à ce propos, «des efforts des équipes médicales qui parcourent des centaines de kilomètres pour vacciner les enfants à domicile, notamment dans le Grand Sud et les zones enclavées. De son côté, la représentante de l'UNICEF, Katarina Johansson, a salué

«les acquis réalisés par le système de santé algérien, ainsi que le décret historique de 1969, qui a posé des bases solides ayant permis d'éradiquer la poliomyélite sauvage, le tétanos maternel et néonatal, le paludisme et, plus récemment, le trachome, en l'espace d'une seule génération». Elle a, en outre, mis en avant «le succès de la dernière campagne de vaccination contre la poliomyélite», qui a ciblé

4,4 millions d'enfants, grâce à la mobilisation des équipes médicales et à l'accès aux différentes catégories de la population sur l'ensemble du territoire national, se félicitant, par la même occasion, de «l'introduction du vaccin contre le HPV en tant qu'investissement préventif et complémentaire majeur entre les secteurs de la Santé et de l'Éducation nationale». ■

19^e édition du concours Media Star : date limite et conditions de participation

La date limite de soumission des candidatures pour la 19^e édition du concours de journalisme Media Star, organisé par Ooredoo Algérie, est fixée au 30 de ce mois. Cette édition porte sur la thématique suivante : « L'impact de l'intelligence artificielle et de la technologie 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie ». L'appel à participation s'adresse aux journalistes professionnels exerçant dans les domaines de la presse écrite, de la presse électronique, ainsi que de la

radio et de la télévision. Les productions journalistiques publiées ou diffusées sur la période s'étendant du 15 août 2025 au 30 juin 2026 seront évaluées par un jury indépendant, composé de professionnels des médias et d'experts en technologies numériques. À l'issue de la délibération, les lauréats se verront attribuer les dotations financières suivantes : 1^{er} prix : 750 000 DA, 2^e prix : 500 000 DA, 3^e prix : 300 000 DA. Le dépôt des candidatures

s'effectue via la plateforme dédiée au concours, accessible aux adresses suivantes : <http://ore.do/media-star-participation>, <https://mediastar.ooredoo.dz>. Les dossiers peuvent également être transmis par courrier électronique à l'adresse : mediastar@ooredoo.dz. Organisé depuis dix-neuf ans, le concours Media Star vise à soutenir la production médiatique et à récompenser le travail des journalistes algériens.